

focus Infos

Bimensuel Togolais d'Informations
www.focusinfos.net

PRIX
500
F CFA



N°179 | du 20 Avril au 04 Mai 2017



moov Sahel 1

Achète ton pass pour le sahel !

*Guinée Conakry, Sénégal, Mali, Niger

www.moov.tg

Service clients : 777 (payant)

[moovtogoofficiel](https://www.facebook.com/moovtogoofficiel)

[epiqnatonogoofficiel](https://www.facebook.com/epiqnatonogoofficiel)



DOSSIER

P.8,9

RELIGION



CES NOUVEAUX « DIEUX » QUE PLUS RIEN N'ARRÊTE

OPPOSITION: P.2



Le retour de la guéguerre

**PRÉSIDENTIELLE
EN FRANCE:** P.4,5-6

Le suspense reste entier

SOS SYSTEM P.10

Géolocaliser pour sauver des vies

P.14
**Pâques
sur un air
d'opéra à
Sarakawa**



L'ENTONNOIR DE LA MORT!

Une course poursuite entre les forces de l'ordre et des contrebandiers a viré au drame dans la nuit du vendredi saint. Un véhicule avec à son bord une demi-douzaine de policiers, a terminé sa course dans le ravin du grand contournement de Lomé, alors qu'il était en chasse de vendeurs illicites de carburant. Les blessés graves ont été évacués avec diligence par les sapeurs pompiers à l'hôpital. Deux auraient succombé à leurs brûlures trois jours plus tard tandis que les autres seraient dans un état critique.

C'est à un véritable drame humain auquel les forces de l'ordre doivent ainsi faire face. Malheureusement, ce genre d'incidents tend à se répéter, mettant dangereusement en péril la vie des policiers et des gendarmes, mais aussi celle des contrebandiers, voire parfois celle des populations riveraines ou témoins passifs du trafic. Et au vu de la persistance du phénomène malgré son interdiction, il est fort à craindre que le tribut à payer continue de s'alourdir. Surtout qu'à en croire un communiqué rendu public début janvier à l'issue d'un drame similaire, le ministère de la Sécurité avait assuré que « ni la gravité, ni la récurrence des incidents dont sont victimes les forces de sécurité ne les feront reculer dans l'exécution de cette mission.

De fait, « le premier flic du Togo » a réitéré l'engagement et la détermination de ses hommes à éradiquer ce trafic illicite des produits pétroliers, mettant en garde les auteurs de cette dangereuse activité, notamment les grossistes, les avertissant que des mesures plus énergiques seront mises en œuvre pour les traquer. Il a aussi appelé la population à davantage de collaboration.

Pourtant, compte tenu du prix payé dans cette lutte, il va falloir « recalibrer » l'Opération Entonnoir 2 à l'origine de beaucoup trop de décès. Certes, force doit rester à la loi et le trafic combattu, à partir du moment où cette forme de vente de carburant est considérée comme illicite par la réglementation en vigueur. Et dans la mesure où elle cause d'énormes préjudices à l'économie nationale ainsi qu'à l'emploi, tout en soulevant des interrogations liées à l'environnement. N'empêche que l'opération doit être repensée pour limiter le plus possible le nombre de victimes, surtout collatérales. Le bilan macabre fait releguer presque au second celui comptable de la lutte, avec en 2016, la saisie de 500.000 litres de carburant, de 184 véhicules, 93 motos ainsi que 27 personnes interpellées et déférées. Globalement cependant, on note une véritable baisse des saisies que les autorités expliquent par les difficultés rencontrées lors des opérations de saisie d'une part, la méfiance des trafiquants, et la baisse du trafic d'autre part. Mais la lutte ne sera pas gagnée par le tout répressif. La prévention et la sensibilisation doivent être les autres dimensions de la volonté d'éradication du phénomène. Il s'agit par ailleurs de développer des circuits de distribution alternatifs dans des zones où n'existent pas de stations d'essence ou alors mal ou peu approvisionnées ; le recours au carburant de contrebande constituant dans ces conditions la seule possibilité offerte aux consommateurs. La question de la reconversion des « petits trafiquants » dont c'est la seule activité, au contraire des grossistes, pour sortir de la précarité et qui crée ainsi autour du « boudè » une petite économie, ne doit pas non plus être négligée.

En somme, il faut répondre aux attentes des populations en matière d'emplois et de perspectives, en boostant davantage l'économie et en soutenant un partage plus équilibré des fruits de la croissance, du léger mieux que connaît notre pays depuis quelques années. C'est l'une des seules voies pouvant mettre fin au cycle morbide de l'Entonnoir.

OPPOSITION: LE RETOUR DE LA GUEGUERRE

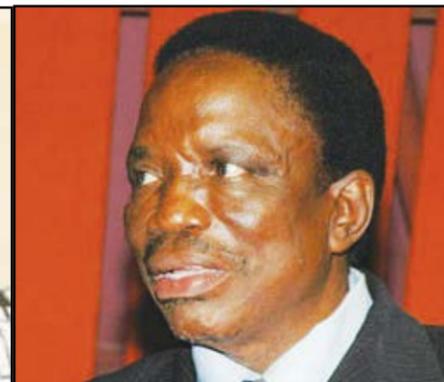
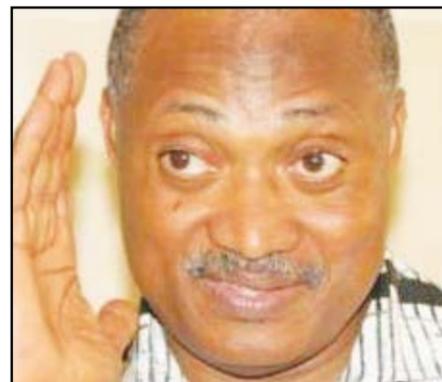
Ayi d'ALMEIDA

Il aura simplement fallu début avril de la mise en place du Conseil National de Suivi de la Décentralisation (CNSD) crée le 19 janvier dernier, pour que de nouveau, l'opposition étale ses divisions au grand jour. Au grand dam de ses militants.

C'est une recommandation du séminaire national sur la décentralisation, tenu à Lomé, les 6, 7 et 8 décembre 2016. La création du CNSD devrait accompagner la réalisation de la décentralisation. Il aurait pour rôle d'une part de fixer les orientations et de veiller à leur cohérence avec les autres politiques sectorielles, d'autre part de proposer des mesures adéquates pour améliorer le processus, de définir les mécanismes de coordination des appuis des partenaires techniques et financiers. Mais également de procéder à l'évaluation de la mise en œuvre de la décentralisation.

Pour faire suite à cette préconisation, un décret pris le 19 janvier dernier porte création, organisation et fonctionnement du CNSD. Puis le 1er avril, le gouvernement annonça par un communiqué la composition de cet organe. Depuis, c'est le retour de la guéguerre entre le Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) et l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) qui s'invectivent par médias interposés. Dans un communiqué rendu public, le parti de Me AGBOYIBO accuse l'ANC d'œuvrer de concert avec l'Union des Forces de Changement (UFC) et l'Union pour la République (UNIR), majorité, pour « saboter les avantages de l'opposition ». « Les vérifications faites par le CAR ont révélé que c'est l'une des cinq (5) places que l'ANC s'est attribuées sur le quota de l'opposition qui a été laissée à un parti de la majorité gouvernante par

une manœuvre identique à celle qui a été



appliquée lors de la composition de la CENI qui a organisé la présidentielle de 2015 », peut-on y lire. Accusations que le député Jean KISSI a réitéré chez nos confrères de Victoire FM. En réponse, sa collègue à l'Assemblée nationale et présidente du groupe parlementaire ANC, Me Isabelle AMEGANVI, tout en les réfutant, s'est dit catastrophée par les attaques dont elle estime que son parti est victime. Une situation qui a l'air de désoler Gerry TAAMA, le président du Nouvel Engagement Togolais qui s'attriste presque que l'opposition se batte sur un os à ronger, lancé par le gouvernement : « ce CNSD est une usine à gaz destinée à enterrer l'idée d'une vraie réforme sur la décentralisation. Sa composition pléthorique, faite à dessein, est destinée à empêcher son fonctionnement efficient. Et au lieu de se battre sur le fond, nos amis s'étripent pour des questions de siège,

alors que soit dit en passant, sur la soixantaine que compte ce conseil, l'opposition n'y a que 8. Autant dire que sa voix sera inaudible » confie le jeune leader.

De fait, il semble qu'après la crise et le retour

controversé à sa tête de Me Yawovi AGBOYIBO, le CAR ait envie, à 1 an d'échéances électorales importantes, d'occuper l'espace médiatique et politique, et de se faire un peu de publicité sans frais, en renvoyant dos à dos l'ANC et UNIR, accusés de conspiration. Ce qui selon les confidences, serait désormais l'un des éléments de langage préférés du CAR et son angle d'attaque.

Quant à l'ANC qui a perdu du terrain depuis les législatives de 2013, elle est consciente que les élections de 2018 seront cruciales pour maintenir et renforcer son leadership sur l'opposition, à défaut d'être majoritaire. Le parti orange n'entend donc pas se laisser déborder sur le terrain qu'il affectionne lui-même tant, celui de la stigmatisation. Aussi, rendra-t-il coup pour coup à en croire un de ses cadres.

UNIR: 5^È ANNIVERSAIRE DANS LA SOBRIÉTÉ

Le 14 avril dernier, l'Union pour la République (UNIR) a célébré son cinquième anniversaire. Dans la sobriété ; aucune manifestation officielle n'ayant été organisée à Lomé pour la circonstance. En revanche, les cadres du parti ont pris d'assaut l'intérieur du pays, faisant d'une pierre deux coups : marquer l'évènement tout en reprenant contact avec les électeurs, en prévision aux élections de 2018, avec les législatives qui devraient être couplées aux locales.

Créé le 14 avril 2012 sur initiative du Chef de l'Etat Faure GNASSINGBE pour succéder au Rassemblement du Peuple Togolais dissout, le parti peut se targuer d'avoir connu malgré son jeune âge, deux succès électoraux de rang, les législatives de 2013 faisant mieux que son devancier en obtenant 62 des 91 sièges en jeu, ainsi que la présidentielle de 2015 et la

victoire de son candidat.

Mais la formation bleue souffre d'une image de désorganisation et du manque de figures emblématiques pouvant l'incarner. En cause, des organes toujours provisoires, des instances sans grande marge de manœuvre, des dirigeants sans réelle autorité puisque les décisions les plus importantes sont prises

ailleurs et un siège déserté. Le congrès, maintes fois annoncé est devenu une arlésienne, au point où le découragement et la lassitude semblent s'être emparés de certains cadres et militants, des plus motivés. Que peut-être la volonté d'en découdre consubstantielle à la compétition ainsi que la fièvre électorale pourraient relancer.

LES VILLES PLUS CHÈRES EN AFRIQUE EN 2017: ABIDJAN, CASABLANCA ET DAKAR DANS LE TOP 5

Nairobi est la métropole la plus chère en Afrique, selon l'édition 2017 de l'enquête sur le coût de la vie réalisée par The Economist Intelligence Unit (EIU), filiale du fameux hebdomadaire économique britannique.

La capitale kenyane occupe la 75^e position à l'échelle mondiale dans ce classement qui compare chaque année les prix de 160 biens et services dans 133 villes du monde.

Le Caire (99^e au plan mondial) arrive en deuxième position à l'échelle africaine, ex-æquo avec Abidjan (99^e). Viennent ensuite Casablanca (107^e à l'échelle mondiale), Dakar (108^e), Johannesburg (116^e), Lusaka (122^e), Pretoria (123^e), Alger (127^e) et Lagos (132^e).

Pour la quatrième année d'affilée, Singapour

est la ville la plus chère du monde, devant Hong Kong, Zurich, Tokyo, Osaka, Séoul, Genève, Paris, New York et Copenhague.

L'Asie abrite ainsi cinq des six villes les plus chères du monde. Londres passe de la 6^e à la 24^e place du fait de la dépréciation de la livre sterling qui a suivi le référendum sur le Brexit.

L'enquête de The Economist Intelligence Unit est notamment utile aux gestionnaires des ressources humaines pour calculer la rémunération des salariés en poste à l'étranger.

Top 10 des métropoles les plus chères en Afrique:

- 1-Nairobi (75^e rang à l'échelle mondiale)
- 2-Le Caire (99^e)
- 3-Abidjan (99^e)
- 4-Casablanca (107^e)
- 5-Dakar (108^e)
- 6-Johannesburg (116^e)
- 7-Lusaka (122^e)
- 8-Pretoria (123^e)
- 9-Alger (127^e)
- 10-Lagos (132^e)

Pack à
0^F

moov
no limit®

TAPEZ *500#

maxafrica

moov Pack Zéro Franc

Repartez chaque semaine avec des smartphones offerts !

Jusqu'au **09 avril**, profitez de la méga promo **Moov** et tentez de repartir avec un des **266 smartphones** disponibles par semaine ! Il vous suffit de consommer et d'atteindre l'objectif qui vous est fixé chaque semaine. Faites partie du Top de classement des consommateurs et repartez avec l'un des smartphones disponibles. Faites maintenant ***500#** pour vous inscrire.

Moov, No Limit !

www.moov.tg

Service clients : 9918 2000 (payant)

f moovtogoofficiel

f epiqnationtogoofficiel

PRÉSIDENTIELLE EN FRANCE : LE SUSPENSE RESTE ENTIER

A trois jours du premier tour de l'élection présidentielle en France, le suspense reste entier quant à l'issue du vote. Jamais un scrutin n'a été aussi indécis, tant les favoris se tiennent dans un mouchoir de poche, selon les sondages publiés quotidiennement.

Le 23 avril prochain, les Français sont appelés aux urnes pour élire le huitième président de la 5^e République. Après 5 années passées à l'Élysée, François HOLLANDE qui ne se représente plus, quittera ses fonctions au plus bas dans les enquêtes d'opinion, en étant le Président le plus impopulaire depuis que celui-ci est élu au suffrage universel direct. La course à sa succession s'annonce âpre et serrée, et nul ne saurait prédire à ce stade, qui en sera le vainqueur. Malgré tout, quatre (4) candidats semblent se détacher et constituent le peloton de tête dans lequel, figure probablement le prochain président de l'Hexagone.

LE JEUNE PREMIER.

S'il est élu, Emmanuel MACRON sera le plus jeune Président de la République de la 5^e République. Invité surprise de cette élection, il aura en 1 an, réussi à s'imposer dans le paysage politique, alors que son mouvement était considéré comme une bulle qui allait vite éclater. Depuis plusieurs mois, bien placé dans les sondages, en tête ou en deuxième position, il a bénéficié du ralliement de plusieurs personnalités venues de l'ensemble du spectre politique : de François BAYROU à Alain MINC, en passant par Robert HUE ou encore Daniel COHN-BENDIT. Son positionnement un peu de gauche, un peu de droite, ni gauche ni droite, qui se veut transcendant le traditionnel clivage, constitue un de ses atouts principaux, tout en étant l'un de ses points faibles.

Mais les critiques les plus fortes portent sur ce que ses détracteurs considèrent comme le « flou », le « creux », ou encore le « vide » dans ses discours. « Vous avez un talent fou, vous arrivez à parler sept minutes, je suis incapable de résumer votre pensée, vous n'avez rien dit, c'est le vide absolu, sidéral ! » lui a par exemple asséné Marine Le Pen lors du débat à cinq sur TF1, le 20 mars dernier. Malgré tout, le candidat d'En Marche semble résister à ces turbulences et reste l'un des deux candidats qualifiés pour le 2^e tour selon les sondages, qui égrenent cette tendance depuis trois mois.

MIEUX QUE SON PERE

La qualification de Jean-Marie Le PEN au second tour de l'élection présidentielle le 21 avril 2002 a

constitué une énorme surprise ainsi qu'un tsunami politique. Celle probable de sa fille Marine, 15 ans plus tard, est plus attendue et la surprise serait qu'elle n'y soit pas, tant les sondages le prédisent depuis plus d'1 an. Il faut dire que le Front National, du moins sur la forme et le « packaging », a réussi à faire sa mue.

Exit les positions controversées et sujettes à poursuites judiciaires, notamment sur la 2^e guerre mondiale, les chambres à gaz et les Juifs qu'affectionnait son père, exclu d'ailleurs du parti. Débarrassée des « vieux gâteaux » qui affichaient, revendiquaient presque leur racisme et leur antisémitisme, la formation s'est recentrée davantage sur des sujets

enquêtes d'opinion. Dans tous les sondages, il était annoncé largement vainqueur, en face de n'importe quel adversaire. Cet état de grâce va durer jusqu'au début d'année et les révélations de la presse, notamment le Canard Enchaîné sur les emplois fictifs de sa femme Pénélope et de ses enfants.

Depuis, c'est la dégringolade dans les intentions de vote, au fur et à mesure que le feuilleton s'enrichissait avec de nouveaux épisodes. Lâché par beaucoup d'apparatchiks de la droite et du centre et cloué au pilori au quotidien par les médias, monsieur FILLON va tout de même s'accrocher, maintenant sa candidature, malgré son engagement à se retirer s'il était



socioéconomiques, plus en phase avec le quotidien des Français, tout en ne reniant pas les thèmes qui ont fait ses succès, notamment l'immigration, l'insécurité et l'immigration, dont elle fait délibérément et opportunément l'amalgame.

Pour peu qu'on puisse se fier aux sondages, elle devrait affronter MACRON au second tour, qu'elle perdrait d'ailleurs quel que soit le cas de figure et l'adversaire.

REMONTADA

Il aura passé par toutes les émotions ces derniers mois. Alors que personne ne l'attendait lors des primaires de la droite et du centre, François FILLON créera la surprise, les remportant, en gagnant 20 points en 1 mois, boosté par ses prestations réussies lors des différents débats organisés pour la circonstance. Dès lors, l'Élysée lui tendait les bras, porté par la dynamique des primaires, la renonciation de François HOLLANDE et la volonté d'une alternance confirmée dans les

mis en examen. Ce dont il a été pour notamment détournement de fonds publics. A quelques jours du scrutin, il semble connaître une vraie embellie au point d'être au coude-à-coude avec LE PEN et MACRON et de menacer le duel tant annoncé. Sa place au second tour devient plus qu'envisageable, notamment du fait du socle important des électeurs de droite (18-20%) qui aujourd'hui ne se retrouvent dans aucun des autres candidats, et qui iraient donc voter pour lui. « Même s'il faut se pincer le nez » selon les mots d'un électeur. « Je ne vous demande pas de m'aimer. Mais de m'aider à porter ce projet utile pour la France » leur a d'ailleurs lancé FILLON.

SPRINT ROUGE :

Il est indéniablement l'homme de cette fin de campagne. La dynamique est de son côté et les sondages au jour le jour le confirment. Mais n'est-il pas trop tard pour Jean-Luc MÉLÉNCHON de rattraper ses concurrents et d'espérer les dépasser

au finish, même si c'est d'une courte tête ? De toutes façons, si la présence du leader de la France Insoumise au second tour n'est plus une hypothèse absurde, peu cependant parient là-dessus. Il reste le quatrième homme du jeu ou parfois le troisième, passant sur le fil devant FILLON, sans qu'aucune enquête ne le situe au même niveau que les deux premiers. Après avoir campé le candidat révolutionnaire, qui veut faire effondrer le système, l'ancien ministre a depuis arrondi les angles, se positionnant désormais comme un « présidentiable », « en mesure de gouverner » pour répondre à HOLLANDE, et non plus en candidat révolutionnaire et de témoignage.

Cette nouvelle dimension de sa campagne, associée à ses sorties plus que réussies lors des deux débats télévisés grâce à ses qualités de tribun et à son sens de la répartie, lui ont fait gagner beaucoup de points, et siphonner ceux de Benoît HAMON, le candidat officiel du Parti Socialiste (PS) et des Ecologistes. Au point où c'est à ce dernier, scotché autour de 10%, que des appels sont lancés pour le retrait de sa candidature au profit de monsieur MÉLÉNCHON, alors qu'il y a 2 mois, c'était l'appel inverse. Devant les incertitudes sur les résultats du scrutin, les partisans de la France Insoumise rêvent d'une victoire le 07 mai. Une 4^e place, au-dessus des 15%, malgré la déception, serait tout de même un bon parcours pour ce trublion de la politique française, regardé avec condescendance au début de sa campagne et marginalisé par les médias. Son défi sera tout de même le coup d'après : comment capitaliser sur un score annoncé comme important, après l'élection, d'autant plus que ses soutiens sont aussi hétéroclites ?

FIN DU CLIVAGE ?

L'élection 2017 peut être l'occasion d'une crise majeure sous la 5^e République. Les deux formations qui en constituent les forces politiques principales risquent de voir leurs candidats être éliminés dès le premier tour, pourtant légitimés par un grand élan populaire, grâce aux primaires qui sont paradoxalement, indexées par certains comme l'une des causes de ce qui sera un vrai cataclysme.

La messe semble être dite pour Benoît HAMON qui, sauf énorme surprise, ne sera pas présente au second tour. Après l'élection et surtout si le score de son candidat est très faible comme l'annoncent les sondages, le Parti Socialiste, déjà affaibli et divisé, risque d'implorer. Ce sera la foire aux règlements de compte, entre ceux qui malgré les difficultés ont continué à soutenir HAMON pour respecter les engagements pris lors des primaires, et ceux qui ont choisi de soutenir MACRON, exposant là les deux conceptions irréconciliables qui minaient le parti depuis longtemps. La clarification post élection donnera lieu peut-être à une scission et le départ des partisans d'une ligne plus libérale, incarnée entre autres par l'ancien Premier Ministre Manuel VALLS.

Quant à l'UMP, les couteaux sont déjà aiguisés et la croix montée, au cas où FILLON perdrait. Il sera crucifié et la bataille sera sanglante à droite pour prendre le contrôle de l'UMP, entre les pro-Sarkozy, déterminés et les juppéistes, bien discrets mais tout autant préparés. La seule chance de survie de FILLON et de ses partisans est que celui-ci soit élu comme le successeur de François HOLLANDE le 07 mai prochain.

En toute hypothèse, l'élection 2017 marquera un important tournant dans la vie politique française, quel que soit d'ailleurs le vainqueur.

ON VOTE AU TOGO AUSSI.

L'ambassade de France organise comme à chaque scrutin, cette année encore, les élections présidentielle et législatives à l'attention de sa communauté résidant au Togo.

L'élection présidentielle aura lieu le dimanche 23 avril 2017 pour le premier tour et le dimanche 7 mai 2017 pour le second tour.

Elle sera suivie quelques semaines après par les élections législatives dont le premier tour se déroulera le 04 juin 2017 et le second tour le 18 juin 2017.

L'unique bureau de vote organisé au profit de la communauté française du Togo est situé dans les locaux de l'école élémentaire Charles de Gaulle, avenue de Sarakawa.

Les horaires du bureau de vote le jour du scrutin sont de 8h00 à 19h00 pour l'élection présidentielle et de 8h00 à 18h00 pour les élections législatives.

La liste électorale consulaire contient actuellement presque 2000 électeurs.

11 CANDIDATS POUR UN FAUTEUIL

C'est le 08 mars dernier que le Président du Conseil Constitutionnel, a dévoilé l'ensemble des candidats à l'élection présidentielle.

LES CANDIDATS DE DROITE

Les Républicains

François Fillon. L'ancien Premier ministre et député de Paris, 62 ans, s'était lancé tôt dans la course à la primaire de la droite, dès 2013, avant d'officialiser sa candidature en avril 2015. Une campagne de longue haleine qui a fini par payer, puisqu'il a créé la surprise en devançant Nicolas Sarkozy puis Alain Juppé, remportant haut la main le second tour de la primaire avec 66,5% des voix.

Debout la France

Nicolas Dupont-Aignan. Comme en

2012, le président du parti Debout la France est candidat à la présidentielle depuis le 15 mars 2016. A 55 ans, le député-maire d'Yerres et ancien membre de l'UMP veut créer la surprise.

Front National

Marine Le Pen. Elle entend bien transformer l'essai des élections régionales, où le FN a fait de très bons résultats. Marine Le Pen, 48 ans, n'a jamais caché son intention de se présenter en 2017 et a officialisé sa candidature le 8 février 2016, avec le slogan de «La France apaisée».

LES CANDIDATS DE GAUCHE

Benoît Hamon

A 49 ans, l'ancien ministre de l'Education de François Hollande s'était déclaré candidat à la primaire de la gauche le 16 août 2016, appelant à «changer de modèle de développement». Dimanche 29 janvier, Benoît Hamon a remporté le second tour de la primaire face à Manuel Valls. Le 23 février, l'écologiste Yannick Jadot a retiré sa candidature et s'est rallié à lui.

Le Parti de Gauche

Jean-Luc Mélenchon. Dès le 5 juillet 2015, Jean-Luc Mélenchon, 65 ans,

ne cachait pas son intention à être candidat à la présidentielle de 2017, avant de l'officialiser sur TF1 en février 2016. Après avoir refusé de prendre part à la primaire de la gauche, il a obtenu le soutien du Parti Communiste (PCF).

Lutte Ouvrière

Nathalie Arthaud. Après 2012, place à 2017 : Nathalie Arthaud est désignée candidate à la présidentielle lors du congrès de Lutte Ouvrière des 12 et 13 mars 2016. A 46 ans, elle est professeure agrégée d'économie et de gestion.



Nouveau Parti Anticapitaliste

Philippe Poutou. Lui aussi était présent en 2012, et le sera de nouveau en 2017. Le 20 mars 2016, alors âgé de 49 ans, Philippe Poutou est investi par le NPA pour la présidentielle.

LES INDÉPENDANTS

Emmanuel Macron. L'ex-ministre de l'Economie, âgé de 38 ans, a fondé le mouvement «En marche!», avec lequel il souhaite se lancer dans la course à la présidence. Une candidature officialisée le 16 novembre dernier.

François Bayrou, qui maintenait le suspense sur une éventuelle candidature, a finalement scellé une alliance avec Emmanuel Macron.

François Asselineau. Il avait tenté de se présenter il y a quatre ans, en vain, faute de parrainages nécessaires. François Asselineau, 58 ans, est le président de l'Union populaire républicaine. Cette année, le Conseil Constitutionnel a validé plus de 500 parrainages en sa faveur. Il pourra donc concourir.

Jacques Cheminade. Il s'agit de sa

troisième candidature à l'élection présidentielle. Après avoir obtenu 0,25 % des voix en 2012, Jacques Cheminade, 75 ans, se remet en piste à la tête de son parti «Solidarité et progrès».

Jean Lassalle. Le vice-président du MoDeM s'est lancé dans la course à la présidentielle en dehors du cadre du parti, dont il s'est «mis en congé volontaire». Âgé de 61 ans et député, Jean Lassalle a affirmé qu'il ne participerait pas à la primaire de la droite.

QUELLES SONT LES PROPOSITIONS DES CANDIDATS SUR L'AFRIQUE?

Que pensent les 11 candidats de l'Afrique et quelles sont leurs propositions à destination du continent ? **FOCUS INFOS** vous livre une compilation de celles -ci, rassemblées par nos confrères **Fabien LÉBOUCQ** et **Christophe BOISBOUVIER** de **RFI**.

Nathalie ARTHAUD

Pour la candidate de Lutte ouvrière, les travailleurs africains et français partagent les mêmes combats car ce sont bien souvent les mêmes exploités que l'on trouve de part et d'autres de la Méditerranée. Il faut donc mettre fin au capitalisme et à sa forme de domination actuelle qui est l'impérialisme. Pour elle, le FCFA est un instrument de l'impérialisme, une « monnaie de dominés [...] contrôlée par la bourgeoisie française ». Elle souhaite l'arrêt de toutes les interventions militaires françaises en Afrique.

François ASSELINEAU

Il veut mettre fin à la Françafrique. Et promet d'aider les pays qui veulent sortir du FCFA. Concernant les interventions françaises, il explique qu'il faut

qu'elles se déroulent « dans le cadre de la légalité internationale », c'est-à-dire uniquement si elles sont demandées par les pays eux-mêmes ou réalisées avec l'aval des Nations unies.

Jacques CHEMINADE

Il faut « libérer l'Afrique de l'occupation financière, et permettre le codéveloppement. » selon le candidat, qui entend créer s'il est élu, « un ministère de la Coopération, du Codéveloppement et de l'Intégration », notamment tourné vers le continent. Il partage l'idée de la fin du FCFA qu'il qualifie de curatelle financière et soutient l'annulation des dettes qu'il considère comme illégitimes.

Nicolas DUPONT-AIGNAN

Le candidat a l'idée d'un «

grand partenariat entre la France et l'Afrique » : créer une organisation des pays exportateurs de denrées agricoles, pour réduire l'instabilité des prix de ces matières premières, sur le modèle de l'Opep. Selon lui, le franc CFA doit changer de nom, mais rester sous le contrôle du

Trésor français. Il est pour le maintien des troupes françaises en Afrique, tant qu'on n'a pas mis en place les conditions d'une paix durable.

FRANÇOIS FILLON

Il considère la Françafrique aujourd'hui comme un fantasme.

Le candidat de LR indique que la France ne doit pas soutenir des pratiques antidémocratiques et venir au secours de dirigeants africains qui manipulent les élections. »

(Suite à la page 6)

500.000 personnes inscrites deux fois sur les listes électorales : y a-t-il un risque de contestation ?

Selon un rapport de l'Inspection générale de l'administration française, un demi-million de personnes seraient comptées deux fois sur les listes électorales, à cause de difficultés d'enregistrement de déménagements.

L'ampleur du dysfonctionnement a de quoi surprendre. Selon un rapport de l'Inspection générale de l'Administration, quelque 500.000 électeurs seraient inscrits deux fois sur les listes. En cause, les déménagements mal pris en compte par l'administration, avec pour conséquence le fait que l'ancienne commune n'est pas informée de la radiation alors que la nouvelle a pris en compte l'emménagement.

Selon l'IGA, le nombre d'inscrits sur les listes des communes est ainsi différent de celui du fichier national des électeurs dans 95 % des cas.

QUEL IMPACT SUR LES ÉLECTIONS ?

500.000, cela représente 1 % des électeurs inscrits (au dernier décompte, on en comptait 47 millions). Pas de quoi renverser le cours de l'élection présidentielle, d'autant que le double vote est sévèrement puni par la loi (jusqu'à deux ans de prison et 15.000 euros d'amende).

En revanche, les conséquences peuvent s'avérer plus importantes pour les législatives, où le cap pour passer le premier tour est fixé à 12,5 % des inscrits et non pas des votants.

ENTREPRENARIAT FÉMININ :

INNOV'UP, UNE PLATEFORME À MULTISERVICE POUR BOOSTER LES AFFAIRES

Le premier du genre dans la sous-région. INNOV'UP est le premier incubateur d'entreprises des femmes du Togo. Il a été inauguré le 13 avril 2016. A l'an 1 du centre, les fruits ont tenu la promesse des fleurs.

Le centre INNOV'UP est une initiative de la Fédération des Femmes Entrepreneures et Femmes d'Affaires (FEFA) du Togo soutenu financièrement de bout en bout par le PNUD et techniquement par l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE). L'incubateur féminin INNOV'UP s'inscrit dans la continuité de ces actions pour impulser l'émergence de l'entrepreneuriat féminin compétitif. C'est une réponse idoine aux obstacles qui s'imposent aux femmes dans le cadre de leur parcours entrepreneurial et de leur développement personnel. Pour ce début INNOV'UP intervient auprès des entrepreneures de Lomé et de la préfecture du Golfe.

La mission fondamentale du centre INNOV'UP est d'aider l'entrepreneure à bâtir son entreprise et à y demeurer pour son agrandissement. C'est un dispositif visant à favoriser l'éclosion des idées d'entreprises des femmes, leur installation et leur encadrement. C'est un levier important pour la réduction de la pauvreté au Togo en proposant des solutions aux contraintes qui freinent le développement de l'entrepreneuriat féminin émergent et compétitif.

Au Togo, l'implication des femmes dans l'entrepreneuriat notamment dans les secteurs de l'agriculture, du commerce et de l'artisanat est considérable. Seulement 25 % des entreprises créées dans le pays entre 2009 et 2012 l'ont été par des femmes, tandis que la moitié des Togolaises exercent dans le secteur informel et peinent à faire évoluer leurs

micro-entreprises vers le statut plus confortable de PME

LE FONCTIONNEMENT

Le centre INNOV'UP a mis en place plusieurs programmes notamment le réseautage, le montage des projets, l'ingénierie financière, la formation dont le plus innovant est l'incubateur. C'est un mécanisme qui permet de favoriser la consolidation et le développement d'une entreprise en démarrage. C'est une grande valeur ajoutée dans le processus de mise en place d'un projet. L'incubation interne crée la collaboration entre incubées.

Le centre compte 15 entreprises évoluant dans des secteurs d'activités variés mais repartis dans deux incubateurs à savoir interne et externe. Les incubateurs internes sont les Start up ou entreprises en démarrage qui sont hébergés au sein du centre tandis que les externes sont les entreprises qui ont un vécu entrepreneurial. Ils sont 7 Start up incubés en interne sur 10 places disponibles et 8 à l'externe pour 40 offertes.

Cinq entrepreneures en agroalimentaire qui sont dans la transformation de fruit, de soja, de raisin, la production conditionnement du miel, plan maraicher. 3 entrepreneures en petite industrie, 2 en tourisme artisanat et TIC puis 1 en restauration, en eau et assainissement ou au service à la personne.

Les incubées internes ou externes bénéficient d'un même accompagnement. Un accompagnement stratégique pendant deux ans. La gestion financière,

une expertise en marketing, en communication, l'utilisation des TIC, le mentoring et le coaching en leadership pour éviter que l'entreprise ne soit plus grande que l'entrepreneure aussi chaque entrepreneure a un mentor (femme leader et directrice d'entreprise). Le centre organise des rencontres d'affaire pour les incubées. Par contre, les incubées internes bénéficient d'un cadre professionnel. Un bureau équipé de matériels bureautiques donnant droit à l'internet haut débit.

L'inscription au centre est ouverte à toute femme qui veut entreprendre ou entrepreneure du secteur formel ou informel mais demeure sélective. L'incubation se fait à un tarif forfaitaire très abordable selon la directrice générale du centre, Madame Aithnard Sidonie qui préfère taire le montant mais précise qu'il a pris en compte les moyens financiers limités d'une débutante en entreprise.

Le centre n'accorde jamais de crédit financier; par contre, il accompagne les entrepreneures à trouver des fonds. C'est le cas récent d'une levée de fonds en faveur d'une Start up. Le centre collabore avec les programmes tels que Le Fonds d'Appui aux Initiatives Économiques des Jeunes (FAIEJ) et le Programme d'Appui au Développement à la Base (PRADEB). Certaines entrepreneures de ces projets sont incubées.

LES PREMIERS SUCCÈS

Le bon encadrement a permis aux entrepreneures de se valoriser. Une a été choisie pour le Young African Leaders



Une incubée interne dans son bureau à INNOV'UP

Initiative (YALI) Dakar 2016 et une seconde pour celui de 2017 à New-York. Une incubée externe vient de séjourner en Allemagne dans le cadre d'un programme de la GIZ.

Bon maraicher, la Start up incubée au centre INNOV'UP, spécialisée dans la distribution des produits maraichers dans les hôtels, restaurants, ménages, entreprises de transformation a été primée projet Entrepreneurial de l'année 2016 par le Forum des Jeunes Entrepreneurs du Togo. Aimée Abra Tenu, pionnière de la vente d'accessoires de mode issus du recyclage, récompensée en décembre 2013 par le PNUD. Le prix du projet innovation technologique de l'année a été remis quant à lui à Dispo Medoc, qui a mis en place une application permettant de vérifier la disponibilité des médicaments dans les pharmacies à partir de téléphone mobile.

Sans oublier l'entreprise de fabrication de chocolat 100 % togolais de Nathalie Kpanté qui s'est fait connaître en Europe lors du salon du chocolat de Bruxelles en février 2016.

TÉMOIGNAGE

Pour Christelle Aquereburu, initiatrice de l'entreprise IBA (Innov' Bâtir Agir) active dans la distribution de services financiers dans les zones rurales et défavorisées du pays, « intégrer INNOV'UP offre de multiples avantages en ce qui concerne l'environnement de travail et la connectivité à internet notamment ». La patronne togolaise insiste également sur l'accompagnement en marketing des projets et en ingénierie financière dont elle bénéficiera pendant deux ans. La directrice Hema Solim de la Start up Improving service agency spécialisée en voyage et tourisme dit avoir beaucoup appris au centre avant d'ajouter « l'incubation m'a permis de découvrir d'autres opportunités que je n'avais pas en idée ».

L'INNOV'UP est véritablement en marche. En témoigne la récente visite en mars passé au centre par Helen Clark, l'administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Les responsables du centre envisagent une délocalisation à travers tout le territoire.

QUELLES SONT LES PROPOSITIONS DES CANDIDATS SUR L'AFRIQUE? (Suite de la page 5)

Sur le FCFA, il considère que c'est une question qui doit être traitée par les Africains, soutenant que la France ne tire aucun avantage de cette monnaie. Il est opposé à la repentance sur la question de la colonisation.

BENOIT HAMON

Il promet porter les subventions pour l'aide au développement à un milliard d'euros en 2020 (soit 0,7% du revenu national brut, deux fois plus qu'actuellement). Il veut instaurer un « visa humanitaire » pour les populations fuyant la guerre ainsi qu'un « visa francophone pour les étudiants, les chercheurs, les chefs d'entreprise et les artistes », qui permettrait selon lui de « cultiver le sentiment d'appartenance à la

francophonie ».

JEAN LASSALE

Jean Lassalle souhaite mettre fin à la supervision du franc CFA par le Trésor. Il estime qu'il faut privilégier les énergies renouvelables. Parmi les autres infrastructures à développer en priorité, il y a, selon lui, les télécommunications, afin de faciliter les relations culturelles et économiques entre les pays.

MARINE LE PEN

Le Front national (FN) souhaite abolir la binationalité pour les Africains (et pas pour les Européens). Il veut aussi interdire toute régularisation des sans-papiers et, en attendant leur expulsion, entend mettre

fin à l'école gratuite pour leurs enfants. La candidate française a promis que, si elle était élue, l'Afrique serait « la première des priorités internationales de la France ». Faisant de l'aide au développement une « question de sécurité nationale », elle s'est engagée à y consacrer plus de 16 milliards d'euros, soit 0,7% de la richesse nationale, d'ici la fin du quinquennat, et à recréer un ministère de la Coopération de plein exercice.

EMMANUEL MACRON

Pour lui, la colonisation est une « barbarie » et un « crime contre l'humanité ». Il veut une stratégie française et européenne ambitieuse en terme d'aide publique au développement

mais dans le cadre d'un dialogue exigeant avec les responsables africains. Sur le franc CFA, il laisse le choix aux Africains de décider.

JEAN LUC MELENCHON

Pour le candidat, pour lutter contre les causes des migrations, il faut « arrêter les guerres, les accords commerciaux qui détruisent les économies locales, et affronter le changement climatique. » Les interventions françaises en Afrique ? « Nos armées doivent avoir un rôle de maintien de la paix sous mandat de l'Onu », selon le candidat de la France Insoumise. Il veut supprimer le FCFA et a promis que s'il devenait président, il « [irait] chercher » le prisonnier

Laurent Gbagbo pour le soustraire à la Cour pénale internationale (CPI).

Philippe POUTOU

Première mesure phare du candidat d'extrême-gauche, le retrait total des troupes françaises présentes en Afrique. Pour rompre avec la politique africaine de la France « issue du colonialisme », il envisage aussi de mettre un terme aux contrats des grandes entreprises françaises avec les Etats africains.

Et d'annuler totalement la dette souveraine des pays africains auprès des banques françaises. Autre modalité d'action : une émancipation vis-à-vis du franc CFA

Baisse de la TVA

sur les produits de première nécessité

~~18%~~



10%

PRODUITS ET SERVICES	NOUVEAUX TAUX DE LA TVA
Lait non transformé, Riz à l'exception du riz de luxe, Terminaux mobiles et équipements informatiques, Opération de crédit-bail dans les transports, Matériels de production d'énergie renouvelable	0%
Tissu kaki et tissu imprimé (pagne), Huile alimentaire, Sucre, Farine de céréales (blé, etc.), Pâtes alimentaires, Lait manufacturé, Aliments pour bétail et pour volailles, Poussins d'un jour, Matériels agricoles, Services de location et réparation de matériels agricoles, Hébergement et restauration des touristes	10%

RELIGION

CES NOUVEAUX « DIEUX » QUE PLUS RIEN N'ARRÊTE

La prolifération des sectes et églises éveillées se généralise en Afrique sub-saharienne et commence par inquiéter celles dites « traditionnelles ». Ces dernières années, le phénomène a atteint son paroxysme avec des « dieux » auto-proclamés, se réclamant des fois « créateurs du ciel et de la terre », « dieu tout puissant » etc... et soutenant détenir la solution à tous les maux. Leurs sectes sont d'autant plus inquiétantes qu'elles drainent des foules immenses avec des effets dévastateurs évidents sur le ciment social, parfois avec le silence coupable des pouvoirs publics. Focus !

Au Bénin, c'est l'histoire d'une jeune fille, que tous ou presque ont vu grandir, Vicentia Tadagbé Tchranvoukinni. Elle serait née le 18 avril 1990 à Sakété, d'un père instituteur, Raymond et d'une mère revendeuse. Elle a passé son enfance à Tori-Gare, une localité située à une trentaine de kilomètres de Cotonou, la métropole du Bénin. Alors qu'elle a 19 ans, un jour de 2009, sa famille pense qu'elle est possédée et la conduit chez un exorciste catholique. La jeune fille qui se prend déjà pour la Vierge Marie, l'Esprit Saint, Dieu le Père et veut se faire appeler « Parfaite », arrive à convaincre son exorciste (curé de la paroisse) qu'elle dit vrai.

Malgré les mesures timides au début de l'évêché d'Abomey, Parfaite qui se prend désormais pour Dieu le Père (« Daagbo », en langue fon) crée sa secte en août 2011 sous l'appellation « Église catholique privée de Banamé ». Quant au Père Matthias Vigan, (le curé exorciste), il est érigé Pape de la nouvelle église sous la dénomination « pape Christophe XVIII ». L'Église catholique privée de Banamé s'illustre dans l'usurpation de titres et d'offices ecclésiastiques catholiques et les observateurs non avisés confondent rapidement les prêtres de la nouvelle église à ceux de l'église catholique.

Banamé prend désormais de l'ampleur et érige un sanctuaire sur une colline. Même l'excommunication prononcée contre Parfaite et le Père Matthias Vigan par l'évêque d'Abomey, n'y fera rien. Chaque jour, ils sont des dizaines de milliers à se rendre sur la colline. L'église s'étend au-delà des frontières béninoises, et gagne le

cœur de plus en plus de fidèles. Grâce à un système bien huilé de ventes d'objets de miracles, T-shirts, sel, chapelet, image, l'Église de Banamé n'est plus seulement une puissance en termes de nombre de fidèles, mais également une puissance financière avec une surface impressionnante.

À Pointe Noire, capitale économique du Congo, le phénomène est similaire. Guy Emile Loufoua Cetikouabo de l'église Louzolo Amour-OPH s'est auto-proclamé Dieu vivant sur terre. Pour ses nombreux fidèles, l'homme regroupe les trois critères qui ne peuvent appartenir qu'à Dieu lui-même, et qui font donc de lui, Dieu vivant sur terre. Il serait « omniprésent, omnipotent, omniscient ».

Sa secte qui s'étend jusqu'à l'autre grande ville du pays, Brazzaville et d'autres villes de l'Afrique de l'Est est fondée sur de curieuses légendes et doctrines.

D'abord celle qui raconte que Guy Emile Loufoua Cetikouabo est né sans nombril et surtout la curieuse doctrine fondée sur la consommation de la bière. Surnommé « biëramicine » ce mélange supposé de foi et de bière est systématiquement vendu entre 3000 et 5000FCFA aux fidèles qui en consomment sans modération même les enfants persuadés qu'il détient des pouvoirs de guérison.

De quoi renflouer les caisses de « dieu ». « Je confirme que la biëramicine est un médicament, quand vous la prenez avec foi. » a indiqué l'un des fidèles du dieu de Pointe Noire à nos confrères d'Africanews.

Les exemples du genre « Parfaite de banamé » ou de guérison aux produits miraculeux sont légions en Afrique, au sud du Sahara.

« SUPERPUISSANTS »

Dans une Afrique où le phénomène de

Un responsable de l'Église de Banamé que nous avons pu contacter reconnaît sous couvert d'anonymat que la guérison promise par ces gourous des temps modernes, comme la sienne, est un des principaux facteurs qui expliquent leur popularité. « Les Africains croient aux sortilèges, aux esprits. La plupart de ceux qui viennent à nous ont des problèmes métaphysiques, des envoûtements et des maladies que la médecine occidentale n'a pas pu guérir. » « L'Église privée de Banamé répond mieux aux aspirations des Africains qui attendent d'une religion

pouvoir.

Ce dernier point est important dans la mesure où malgré les dérives de ces gourous et de leurs affidés qui se multiplient sous les tropiques, les pouvoirs publics ont du mal à réagir ou quand elles réagissent, le font timidement. Pour plusieurs raisons. Les gourous ont le vent en poupe auprès des populations qui soutiennent généralement ces politiques. Au Bénin par exemple, le président actuel, Patrice Talon a bénéficié pendant la campagne électorale du soutien inébranlable de



Parfaite de Banamé qui s'autoproclame « dieu tout puissant »

magie et des pratiques mystiques ont encore large écho, ces personnalités qui se font appeler « dieu » ont le vent en poupe. Elles drainent des milliers de fidèles et développent des activités commerciales autour qui leur permettent d'avoir une surface financière considérable. Les « simples » églises éveillées où l'on appelait Jésus à longueur de journée pour déranger le voisinage laissent progressivement place à des déifications de personnes qui en font un fonds de commerce.

qu'elle puisse résoudre toutes les préoccupations de l'individu.» nous explique-t-il.

Il est vrai que la misère, les nombreuses maladies dont souffre une majorité, la paupérisation et les frustrations sont des terrains fertiles à ces gourous des temps modernes, qui proposent monts et merveilles sur terre ou au ciel. Pour attirer le plus grand nombre de fidèles, les responsables de ces nouvelles religions promettent réussites sociale et financière, ainsi que le salut éternel ou le pouvoir mystique.

A force, ils sont devenus des leaders d'opinion, dont le message a écho auprès d'une large frange de la population. Pour Dr Bawa, sociologue, enseignant chercheur à l'université de Lomé, ces nouveaux pousses religieuses sont caractérisées essentiellement par la confession (privée ou publique), la rupture avec la famille, l'exploitation financière, une structure pyramidale, souvent autoritaire, la domination d'un gourou, le cloisonnement de l'accès et l'infiltration des institutions de

l'Église de Banamé.

Raison pour laquelle, le pouvoir de Talon semble indifférent, du moins pour le moment aux nombreuses dérives de l'église de Parfaite qui fait des vagues dans le pays et soulève le tollé général. La presse béninoise va jusqu'à accuser « le Président Talon d'une sensibilité sélective » face à ce qu'elle qualifie de « silence et d'indifférence aux agissements de cette église qui met en péril la laïcité de l'Etat ». Seconde raison, dans un continent où le syncrétisme est encore bien présent, et où des politiques sollicitent eux-même le soutien des pouvoirs mystiques de ces gourous, ils ont du mal à réagir au nom de la protection de la liberté de religion.

LE TOGO N'EST PAS EPARGNÉ

Si officiellement, l'on ne note pas encore de gourou se proclamant Dieu qui sévit au Togo, les sectes et les églises éveillées se multiplient comme des champignons avec des noms aussi bizarres les uns que les autres au grand dam de la population (Suite à la page 9)



Récépissé n° 0326 / 18 / 10 / 07 / HAAC du 18 / 10 / 07

Adresse : BP. 431 Lomé
Tél. +228 2235 7766 E-mail: focusinfos@yahoo.fr

- **Directeur de Publication**

Ekpé K. AGBOH AHOUELETE

- **Rédaction**

Albert AGBEKO : Secrétaire de rédaction

Ayi d'ALMEIDA : Resp. Desk Politique

Ibrahim SEYDOU

- **Collaboration**

Edem QUIST

Essénam KAGLAN

Wilfried ADEGNIKA

- **Distribution**

Bernard ADADE

- **Maison du journalisme**

Casier N°49

- **Imprimerie**

Imprimerie 1 Rois 17

BP. 8043 Lomé Togo

Tél. +228 90054237

99587773

- **Conception**

Focus Yakou Sarl

Tél: +228 22 26 01 91

+228 22 19 78 20

Lomé Togo

- **Tirage**

2500 exemplaires

CES NOUVEAUX « DIEUX » QUE PLUS RIEN N'ARRÊTE

(Suite de la page 8)

dont elle menace parfois la quiétude et dans l'indifférence totale des pouvoirs publics, indécis entre la protection des libertés individuelles et l'inexistence de gardes fous légaux à l'exercice du droit au culte.

Il faut quand même noter que des églises de gourous ont des ramifications au Togo, comme celle de Banamé. Mais ce qui défraie la chronique à Lomé sont les différentes affaires de supposés pasteurs qui, sur les réseaux sociaux et par médias interposés se livrent à des batailles de personnes, au grand dam d'un corps du Christ qui se cherche encore.

Pratiques sataniques, débauches et rivalités sexuelles, insultes et dérives verbales de supposés hommes de Dieu sont au centre de toutes les discussions depuis un certain temps. Comme s'il ne suffisait pas que ces nouveaux disciples du Christ avec leurs églises, mettent à mal la quiétude sociale et le bon vivre ensemble par leurs actions de grâce, les prières très bruyantes, le tapage musical avec des instruments modernes des fois à des heures improbables de la nuit ou à midi, empêchant leurs voisins immédiats de vivre et de se reposer tranquillement, les pseudos pasteurs ont envahi les plateformes et réseaux sociaux, d'histoires aussi abracadabrantiques les unes que les autres.

attaques en règle, ces « pasteurs » d'un genre particulier surprennent par la violence, la virulence, les caractères vulgaires, odieux et haineux de leurs propos. Pire, les médias sont mis à contribution, permettant ainsi aux pseudo hommes de Dieu de se vilipender entre eux. Des fois ces pasteurs poussent l'outrecuidance loin au point de s'attaquer à d'honnêtes citoyens. En témoigne cette mise en garde la semaine dernière de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) à tous ceux qui utilisent « leurs médias pour provoquer, insulter, maudire ou

Certains pointent du doigt l'impuissance de l'État, car il n'existe aucune disposition régulant ce secteur. Pour tenter de donner une image on ne peut plus reluisante de leur communauté, certains pasteurs se sont regroupés au sein de l'Observatoire togolais des églises (OTE) pour « assainir le corps du Christ », selon le pasteur Badabadi, son président.

L'ÉGLISE PLUS OU MOINS INQUIÈTE

Pour l'Église catholique, dont

continentale après l'Amérique latine, la poussée de ces gourous, dieux autoproclamés représente des pertes réelles en termes de fidèles. Au Bénin par exemple, la plupart des adeptes de l'Église de Banamé, sont issus de l'Église catholique romaine. Et même s'il n'existe pas d'études scientifiques réelles sur la question, il est avéré que « l'Église qui perd le plus d'âmes au profit des sectes qui se multiplient est l'Église catholique » nous confie Dr Bawa.

Une situation qu'il explique par l'absence d'un plan réel de rétention

trouvent difficilement écho auprès de populations miséreuses, favorables à toutes sortes de discours de salut, contrairement aux sectes et églises éveillées qui comme de véritables entreprises ne tarissent pas de moyens et d'innovations pour attirer et retenir « leurs clients » (fidèles). Selon l'abbé Melessoussou, la multiplication phénoménale des petites Églises et des nouveaux prophètes, qui se comptent par milliers en Afrique, est la conséquence de la crise que traversent les Églises missionnaires, incapables de se convertir à la tradition africaine. « Les rites romains sont un peu froids. Ils ne touchent pas l'âme africaine. Les sectes exploitent ces points faibles et présentent aux Africains un Dieu à leur image. Il y a plus de danses, plus de musique. Le tam-tam, ce n'est pas tout. Mais c'est déjà mieux que l'harmonium et le latin. »

Un prêtre catholique se dit confiant qu'il ne s'agit que d'une mode passagère. « Certains vont vers ces sectes seulement à cause de la maladie. Ils nous reviennent après deux ou trois mois. Ils font du tourisme spirituel. » « Ceux qui passent de la religion catholique aux sectes vont nous revenir, pense savoir un évêque parce que l'Africain est très attaché à ses racines ». Ces bases sont moins solides, selon lui, chez les animistes. « Ceux qui passent de l'animisme aux sectes sont irrécupérables. C'est plus inquiétant. »



Les fidèles d'une église éveillée

Entre invectives, désirs de vengeance incontrôlés, règlements de comptes et

régler des comptes personnels ».

l'Afrique subsaharienne représente la seconde plus forte communauté

mis en œuvre par l'Église qui se mure dans les traditions qui

JCB

GROUPES ELECTROGENES

Silencieux, fiable et robuste.

De 8 à 3 300 KVA



Stock disponible chez
CFAO MOTORS

CFAO MOTORS TOGO
cfaogroup.com

Bd Eyadema BP 332 Lomé
Tél. 22 23 31 00
cfaotogo@cfao.com

DISTRIBUTEUR
OFFICIEL

JCB

BTCI : LE REBOND AVANT LA FUSION

Les autorités togolaises autorisent le lancement du processus de fusion de l'Union Togolaise de Banque (UTB) et la Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie (BTCI), au terme d'un communiqué publié à l'issue du Conseil des Ministres le 31 mars dernier, qui recommande par ailleurs que les aspects sociaux soient particulièrement pris en compte. D'ici là, la BTCI devra poursuivre son redressement amorcé depuis un (1) an et demi ; avec un succès certain.

Dans le cadre de la politique de réformes de libéralisation de l'économie togolaise engagée par le gouvernement depuis 2006, l'Etat avait pris la décision de se désengager des quatre banques à capitaux publics. Ce choix a été matérialisé par l'adoption de la loi N° 2010-012 du 07 octobre 2010 portant désengagement de l'Etat et d'autres personnes morales de droit public des entreprises publiques. Le processus, soutenu par la Banque mondiale, a permis la reprise de la Banque Togolaise de Développement (BTD) par Orabank, et la Banque Internationale pour l'Afrique (BIA) Togo par la banque marocaine ATTIJARIWAFI Bank.

L'option de la fusion de l'UTB et de la BTCI participe selon les autorités, de la recherche de solution et de la volonté de préserver la stabilité financière. Il s'agit de créer avec les deux banques, une entité bancaire forte et stable pour une meilleure contribution et soutien à l'économie

nationale. Qualifiée de stratégique au ministère de l'Economie et des Finances, cette fusion traduit « la volonté des autorités de consolider la situation financière, de renforcer les fonds propres et la solvabilité des deux banques afin de leur donner de meilleures capacités d'intervention et de soutien à l'économie nationale » a indiqué un cadre dudit ministère.

REDRESSEMENT :

Si le processus de fusion devrait aboutir, c'est avec une meilleure situation que la BTCI se présentera aux « noces » projetées. En effet, plombées pendant des années par des choix douteux et une gestion calamiteuse, l'une des banques les plus populaires auprès des Togolais affiche des résultats plutôt encourageants ; signe des choix stratégiques et des efforts qui y ont actuellement cours. Trois axes majeurs au cœur de la nouvelle politique de la banque, sont à l'origine de la dynamique vertueuse actuelle. D'abord la réorientation

de l'institution avec un nouvel organigramme et l'éclatement de certaines directions. Objectifs : l'extension du réseau ainsi que le



éviter les cumuls qui alourdissent le processus d'exécution des tâches. Cette mesure était d'ailleurs l'une des recommandations de la Commission bancaire. Ensuite, la modernisation de la plateforme opérationnelle,

et enfin la redynamisation de la politique commerciale, avec

renforcement et le rajeunissement de l'équipe.

De fait, après des années noires, la BTCI a connu pour la première fois depuis des lustres des résultats

positifs et peut se targuer d'avoir des bénéfices, que l'on annonce autour de 500 millions F CFA. Sa clientèle a également crû de l'ordre de 20% en moins de deux (2) ans et demi grâce notamment à l'extension du réseau.

Pour les responsables de la banque, il faut poursuivre les efforts d'assainissement et de redressement, restructurer les fonds propres dans le cadre de l'exécution du plan d'un retour à l'équilibre. « C'est la banque des Togolais, de tous horizons et de tous profils. A preuve, elle est appréciée par l'opinion publique. C'est pour cela que tout le personnel s'investit pour qu'elle reste toujours vivante en exploitant ses énormes potentialités », confie un cadre au téléphone.

Pour rappel, la BTCI est une société d'économie mixte de droit Togolais créée le 30 avril 1974 avec un capital de 7 milliards de FCFA. Aujourd'hui, la totalité des actions est détenue par les organismes publics ou privés nationaux, ainsi que des personnes physiques nationales. La banque dispose de 21 agences réparties sur le territoire national, dont la dernière située à Aného a été ouverte en février dernier.

SOS SYSTEM GÉOLOCALISER POUR SAUVER DES VIES

Il est possible désormais de localiser les victimes d'un sinistre très précisément afin de leur porter une excellente assistance dans les meilleurs délais. Ceci grâce à SOS System, une nouvelle application conçue par de jeunes togolais qui permet aux personnes victimes ou témoins d'un sinistre de donner l'alerte et de recevoir une assistance rapide grâce à la géolocalisation.

L'idée vient d'une start-up togolaise, du nom de Dashmake portée par quatre jeunes aux compétences éclectiques et complémentaires Atikleme Eddie, administrateur réseaux ; Edoth Kévin, développeur d'applications ; Yawovi Helton, développeur d'applications ; et Yawovi Darwin, juriste d'affaires. L'application disponible actuellement dans sa version android permet d'envoyer les premières informations aux services de secours et d'établir à distance, dans la mesure du possible, un premier diagnostic sur l'état des blessés.

L'idée de cette application, selon les concepteurs est née « après avoir assisté à un accident grave, où la victime était inconsciente et les témoins avaient du mal à indiquer exactement leur position aux secouristes ». « Nul n'est à l'abri d'accidents, de vols, d'incendies ou autres sinistres et infractions, argumentent-ils. C'est pour cela que l'application SOS System a été conçue

pour donner la possibilité à chaque citoyen, utilisant un Smartphone, de participer au sauvetage d'une vie, en cas d'accident ou d'un péril imminent. » explique pédagogiquement, le chargé à la communication de la start-up, Yawovi Darwin.

SOS System utilise les fonctionnalités de Open Street Maps, une technologie qui permet une géolocalisation ultra-précise, des quartiers et des rues. SOS System est un système d'applications constitué de deux interfaces, une interface mobile (SOS Mobile) et une interface Superviseur (SOS Superviseur).

SOS mobile, destinée à tous les utilisateurs de Smartphone, permet à une victime ou à un témoin d'un sinistre (Accidents de la route, incendies, crises maladies) de le signaler, en deux clics, aux secouristes. Son module « Premiers secours » permet également au témoin d'envoyer des photos sur l'état de la victime et du lieu du sinistre au

superviseur et d'entamer une discussion par message et image avec le superviseur pouvant permettre de prendre les premières dispositions visant à sauver la vie de la victime, le temps que les secouristes arrivent sur place.

SOS Superviseur est dédiée aux secouristes. Il permet de gérer les

signaux émis par les utilisateurs de SOS mobile. Grâce à lui, vous êtes localisés automatiquement lorsque vous lancez une alerte.

L'application dont l'utilité est reconnue

victimes. Cette entreprise se positionne alors comme un des partenaires de choix dans le déploiement de la partie « superviseur » de l'application.

A Dashmake, l'on professe une



comme étant citoyenne a été primée lors du concours AppsTogo du ministère de l'économie numérique. Jeune et ambitieuse, la startup est entrée en négociation avec des partenaires et obtient l'accord de la Société TOGO ASSISTANCE, une des entreprises pionnières au Togo du relevage de

ambition, contribuer grâce à SOS System au côté des Nations Unies à l'atteinte d'une des cibles des objectifs du développement durable ODD sur la sécurité routière, à savoir diminuer de moitié le nombre total de morts et de blessés dû aux accidents de la route d'ici à 2020.

FRANC CFA

LES CHEFS D'ÉTATS DE LA ZONE UEMOA TRANCHENT

Malgré une exceptionnelle longévité, le Franc CFA est loin de faire l'unanimité auprès de la majorité des économistes et intellectuels africains qui nourrissent un débat passionnant aux relents francfricains autour de la question. Si les avis sont partagés et plus ou moins pertinents les uns que les autres, les présidents de la zone UEMOA ont une position bien tranchée sur la question.

En décembre 2015 le système Franc CFA a soufflé sa soixante-dixième bougie. Ce qui en fait la zone monétaire la plus ancienne encore en existence. Anciennement appelé Franc des Colonies Françaises d'Afrique créé depuis 1945, le F CFA est aujourd'hui définie comme Franc de la Communauté Financière Africaine. La problématique et les enjeux de la monnaie intéresse plus d'uns et les critiques aussi de plus en plus nombreuses.

Les adversaires du système FCFA ont des critiques diversement fondées. De l'absence de la souveraineté monétaire à l'incapacité de financer l'émergence, en passant par la gestion de la monnaie elle-même, le FCFA essuie des critiques acerbes.

De fait, la France a un droit de veto de fait dans les Conseils d'administration des trois banques centrales de la Zone Franc. « Ce qui n'est pas sans incidence sur la souveraineté des pays » selon Yacouba Fassasy, docteur en économie, enseignant à Georges Washington University, économiste principal du fonds monétaire international à la retraite.

Le FCFA selon le professeur Kako NUBUKPO n'est pas aujourd'hui au service de la croissance et du développement car étant arrimée à l'euro, elle sert beaucoup plus les intérêts des rentiers que ceux des petits entrepreneurs, notamment ruraux, qui ont besoin de créer de l'activité, de créer des emplois, de créer de la richesse.

Outre les récriminations d'ordre économiques, l'ancien ministre se montre tout aussi critique sur l'existence même de la monnaie : « La question de la souveraineté qui sous-tend ce débat est plus que légitime. Car, il est inconcevable que 55 ans après les indépendances, les pays de la zone franc continuent d'avoir une monnaie physiquement fabriquée en France, d'avoir leurs réserves de change déposées auprès du Trésor public français. »

L'économiste Togolais, le Sénégalais Demba Moussa Dembélé, le Français Bruno Tinel et le Camerounais Martial Ze Belinga ont récemment sorti un ouvrage collectif dont le titre est « Sortir l'Afrique de la servitude monétaire. A qui profite le CFA ? ». Ceux-ci veulent inscrire le débat dans le contexte de la réflexion sur le financement de l'émergence des économies africaines et ses conditions monétaires puisqu'en réalité, soulignent-ils souvent, sur les 15 pays membres de la zone CFA, 11 sont classés comme « pays moins avancés » par les Nations unies.

GAGE DE STABILITÉ

Pour Christine LAGARDE, directrice du FMI (Fonds Monétaire International). « Ce n'est pas à la France de déterminer si le système actuel du franc CFA est approprié ou non, s'il faut en sortir ou pas. Cette époque est révolue. C'est aux États concernés de prendre leurs responsabilités. Ce n'est pas à la France de trancher la question du CFA », a-t-elle martelé.

De l'avis du gouverneur de la BCEAO

(Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest) l'Ivoirien Tiémoko Meyliet Koné, cette monnaie permet à l'Union de traverser les crises et contribue à ses bonnes performances économiques.

« Il faut simplement déconstruire les préjugés qui l'entourent », suggère-t-il. « Les partisans de la sortie du FCFA, ont-ils déjà théorisé la demande de monnaie de nos économies, en fonction de notre environnement, notre culture, notre histoire et l'évolution actuelle de l'économie mondiale ? », s'interroge Thomas Koumou, président de l'association « veille Economique » qui vient de sortir un document présenté le 28 mars à Lomé.

Pour l'analyste économiste, les partisans de la sortie du FCFA, nous propose tout simplement un « saut dans le vide, sans parachute ». « Quelle sera la valeur de monnaies issues des Etats qui ne pèsent rien du tout dans la balance du commerce international ? », s'interroge-t-il avant d'expliquer que « Très peu d'économie de pays africains sont modélisées. Nous n'existons pratiquement pas dans le commerce mondial. L'Afrique pesait à la fin de 2014, 3% du commerce mondial et la zone UEMOA 0,0013%. Dans le même temps, la Chine s'est hissée à plus de 12% du commerce mondial en moins de 60 ans ». Et de conclure que créer des usines et transformer les matières premières sur les territoires africains, structurer les économies et militer pour l'implantation de vrais systèmes démocratiques en Afrique seront le moyen par excellence d'amorcer le



Alassane OUATTARA



Patrice TALON

processus de l'émergence.

UNE POSITION AFFIRMÉE DES LEADERS

« Ce débat m'amuse parfois », lâche Patrice Talon, le président Béninois dans sur une radio. « Le fait que le CFA soit en parité fixe avec l'euro n'est pas un handicap. Pas du tout. La stabilité d'une monnaie par rapport aux devises est un avantage », soutient le président Béninois.

Par ailleurs, explique M. Talon, le débat devrait plutôt se poser sur le niveau de la parité. « Ce qu'il faut voir, (...) c'est si le franc CFA n'est pas trop fort, et s'il ne faut pas baisser la parité en maintenant sa stabilité avec cette grande devise qu'est l'euro ».

Le président ivoirien Alassane Ouattara en marge de la session extraordinaire des chefs d'Etats de l'UEMOA, a été plus loin dans la défense du Franc

CFA. « A l'issue de nos entretiens avec les chefs d'Etat, nous avons constaté que notre monnaie se porte bien », a avancé le président ivoirien. « La zone UEMOA, poursuit-il, a des réserves de change qui représentent plus de 5 mois d'importation alors qu'en général la règle retenue dans le monde entier est de 3 mois d'importation », qualifiant de « fallacieuses » les informations qui remettent en cause « la solidité et donc la pérennité de notre monnaie ».

« La zone est bien gérée, les ressources en devises sont importantes, les politiques macro-économiques sont bien tenues, la croissance économique est forte, ..., le taux d'inflation est maîtrisée (...) » a égrené Alassane Ouattara.

Plus tôt, le ministre français de l'Économie et des Finances, Michel Sapin avait laissé entendre que « La zone franc n'est pas la zone de la France, elle est la zone de l'Afrique (...) qui doit être une zone entre les mains des Africains ».

RECETTES FISCALES:

DE NOUVELLES STRATÉGIES POUR MIEUX FISCALISER LE SECTEUR FINANCIER

Lomé a abrité, du 10 au 12 avril dernier, la 12ème assemblée générale du Forum des Administrations Fiscales ouest Africaine FAFOA/ WATAF. Le thème retenu pour cette édition est : « Mise en œuvre des mesures de conformité efficaces dans le secteur financier pour améliorer la collecte des recettes fiscales ».

Selon le commissaire général par intérim de l'Office Togolais des Recettes (OTR), Kodzo Adédzé, le Forum des Administrations Fiscales Ouest Africaine FAFOA/ WATAF « représente indéniablement un lieu par excellence de concertation et de mutualisation des expériences en matière fiscale ».

Au cours de ces trois jours de tête à tête, les délégués des pays membres du FAFOA, ont fait part des expériences de leurs pays en matière de fiscalité. «

L'expérience togolaise a été présentée pour les pays qui n'ont pas encore eu la chance de l'avoir, de mettre en place cette régie financière qu'est l'OTR. Aujourd'hui, le Togo est arrivé même à la fiscalisation des tâches », indique fièrement le commissaire des Impôts, Adayi Essowavana. Cependant, l'une des stratégies clés en matière de maximisation de collectes d'impôts reste l'amélioration des services à l'endroit des contribuables souligne la présidente du FAFAO, Elfreda Stewart.

Le secteur financier est un secteur particulier qui regorge beaucoup de vices fiscaux. C'est pour cela qu'il « devient opportun, voire urgent de converger nos efforts vers une mutualisation des expériences diverses acquises dans les pays membres afin de disposer d'une stratégie permettant de comprendre et de cerner les contours de tous les mouvements relevant du secteur dans la perspective d'une fiscalisation efficiente » ajoute le



commissaire général par intérim de l'OTR.

Mais, le défi majeur de cette 12ème session est de faire en sorte que les pays participants s'approprient

véritablement des conclusions qui sont issues des divers travaux. Pour les pays de la sous région ouest africain, l'accroissement des recettes fiscales est une lutte perpétuelle.

GRÂCE AU PGICT

UN AIR DE RENAISSANCE SOUFFLE SUR ADZRAKPO

Les habitants du village d'Adzrakpo, dans la préfecture d'Agou, vivaient une situation difficile à cause de l'impraticabilité de l'unique piste qui le relie au reste du pays. L'état de dégradation de cette voie de communication avait contraint cette population, majoritairement agricole, à se tourner vers le Ghana pour écouler sa production. Sur le plan académique, les abandons scolaires se multipliaient car les élèves avaient de la peine à parcourir de longue distance pour joindre l'école située dans le village voisin distant de plus de cinq kms. C'est ainsi que pour se libérer de ses vicissitudes et surtout de la dépendance frontalière, le Comité villageois de développement (CVD) et la chefferie ont soumis un projet au Projet gestion intégrée des catastrophes et des terres (PGICT) et à la Banque mondiale (BM). Grâce à ce financement, Adzrakpo et les 12 autres villages avoisinants désormais désenclavés connaissent une sorte de renaissance.

Le village d'Adzrakpo, environ 15 km à l'est d'Amoussoukopé, sur la N°3, manque d'infrastructures de base. A l'exception d'une école primaire publique dont l'un des bâtiments est à toits délabrés et en lambeaux, le centre médico-social fermé depuis plusieurs mois par manque de personnel soignant et de médicaments, la localité est quasiment enclavée.

Les activités des 4 800 habitants que compte la bourgade tourne autour de l'agriculture. Mais pour écouler ses productions, la population éprouve d'énormes difficultés pour rallier la civilisation. La route, a-t-on coutume de dire, est un véritable facteur de développement pour multiples raisons. Non seulement, elle permet d'unir les peuples à travers les déplacements des populations d'une localité à une autre, mais également d'écouler facilement les produits agricoles, de cueillettes, ou de chasse.

LE PONT ET LA PISTE DE
DESENCLAVEMENT...

« Avec la marche, c'est la croix et la bannière et au prix de nombreux détours dans la broussaille en étant fatigué que nous arrivions à nous frayer un chemin pour écouler nos productions qui, sous l'effet de ces pesanteurs, sont souvent avariées et par conséquent non concurrentielles sur le marché », se rappelle dame Essi AHALEY.

Les parents ne sont pas les seuls à souffrir de cette situation d'impraticabilité de la voie. Plusieurs élèves en ont fait les frais, abandonnant ainsi les cours ou en émigrant vers le Ghana à la recherche d'un mieux vivre.

C'est ainsi que le CVD et la chefferie d'Adzrakpo ont senti le besoin de désenclavement de leur localité pour permettre aux élèves de se rendre à l'école dans l'autre village Adzrakpa et à la population de s'ouvrir au monde. A la faveur d'un projet de reboisement, ils ont sollicité au PGICT par l'entremise de l'Agence d'Appui aux Initiatives à la Base (AGAIB-Plateaux) le financement d'une part de la construction de deux ponts et la réhabilitation d'une piste d'environ 8 km, et d'autre part, la réalisation d'un forage, d'une mini-



Fontaine d'eau réalisée par le PGICT



Pont d'Adzrakpo, oeuvre du PGICT

adduction d'eau et l'acquisition d'un lampadaire pour l'éclairage public.

L'approbation de ce projet est une aubaine pour les populations qui n'en demandaient pas mieux. C'est ainsi que la mobilisation communautaire a été sans faille surtout au niveau des femmes pour son exécution. La main d'œuvre locale a fourni 107 ouvriers dont 43 femmes.

« Le salaire perçu m'a permis d'entamer mon chantier. D'autres ont pu payer les frais de scolarité de leurs enfants et faire des semences », confie Zenou Yao qui se réjouit du fait que bien que bénéficiaires du projet, ils ont été pris en compte comme des employés.

Pour le président de CVD-Adzrakpo, M. Gagnon Mensa, c'est le sous projet initial, celui du reboisement, l'un des dix sous projets pilotes du PGICT, qui a généré ces activités additionnelles à son village. « Si nous n'avions pas soumis le projet de reboisement, nous n'aurions pas bénéficié de ces de la route, des ouvrages de franchissement et de l'adduction d'eau ». Propos renchérissés par le chef de la localité Togbui Akoto Aglaglo qui a tenu à exprimer ses remerciements aux partenaires du projet. « En toute sincérité, nous sommes contents et nous remercions le gouvernement, le PGICT, la Banque mondiale, RADI et AGAIB à travers qui nous avons trouvé cette mine d'or ».

En 2013, pour le compte du canton 25 ha de terre avaient été reboisés suivi en 2015 par 35 ha. Au cours

de ces activités de reboisement, le village d'Adzrakpo s'est montré très entreprenant ce qui a fait que dès qu'il a soumis son projet c'est sans difficultés qu'il a reçu le soutien de l'institution de Breton Wood. Et le chef de poursuivre : « Aujourd'hui, le déplacement, l'écoulement de nos productions sont libres, les enfants peuvent aller à l'école à vélo, les douze villages avoisinants empruntent notre piste et mêmes les Ghanéens l'utilisent ».

A ADZRAKPO L'EAU COULE
DANS LES FORAGES ET LES
NUITS SONT ECLAIREES

Les premiers à tirer profit de l'aménagement des voies ce sont les femmes. Avant pour aller au marché, il faut passer par Lankui, environ 10 km. Maintenant la moitié de la distance suffit pour y arriver. Les enfants aussi qui désertaient l'école en saisons pluvieuses ont retrouvé la joie d'y aller tous les jours.

Le PGICT ne s'est pas seulement contenté de désenclaver le village. Il a aussi résolu un problème d'alimentation en eau devenu une nécessité vitale. En effet, plusieurs enfants pissaient du sang après avoir consommé l'unique source du village : le barrage. La construction d'une mini adduction d'eau a été prise en compte par le projet. Les 4 bornes fontaines disséminées à différents points du village est une aubaine pour les habitants.

« Cette adduction d'eau nous a apaisés.

C'est réconfortant. Désormais, nous n'avons plus de souci à nous faire quant à la qualité de l'eau et nos enfants aussi sont à l'abri de la maladie de « pisse sang ». Ce projet nous a apporté le développement. Et tous les villages alentours nous envient. Il nous revient maintenant de prendre soin des installations », déclare Mme Dora Agaglo.

Prévoyants et compte tenu des difficultés pour avoir accès à une source d'eau potable par le passé, le village a mis en place un comité de gestion de ces infrastructures avec des cotisations pour réparer d'éventuelles pannes qui subviendraient. Ainsi la vente de deux bidons de 25l a été fixée à 25 F par consensus. Les fonds résultants de cette vente, sous la supervision du comité de gestion, seront bientôt épargnés. De même l'ouverture des bornes fontaines se fait à des heures réglementées.

M. Daké Komi, chargé de suivi au sein de l'ONG Recherche pour le développement intégré (RADI), sous porteur du projet relative : « La qualité de l'eau a été assermentée par les services compétents de Lomé. C'est une bonne nappe. », a indiqué M. Daké.

Les nuits maintenant la place publique du village est éclairée conséquence de l'érection d'un lampadaire à cet endroit, dernier acte des projets réalisés par le PGICT dans la localité. Cet équipement facilite l'émergence d'activités économiques. C'est donc

avec joie que la population a accueilli toutes ces réalisations. Mais « Notre souhait est que toutes les voies soient desservies », estime Adevou Célestine.

Quant aux élèves, ils n'en sont que comblés. « Ces lampadaires sont

une bonne chose, apprendre devient aisé », confie Glakpa Kossi Samson, élève en classe de 5ème. Même son de cloche de la part de Agbévé Koffi, élève qui prépare le BEPC cette année. Pour lui aussi, le seul lampadaire est insuffisant, pour tous les élèves du village ce qui fait qu'ils sont obligés de faire des groupes. « Les élèves des classes inférieures quand ils ont des difficultés, ils m'approchent pour que je puisse leur expliquer et leur porter un coup de main. Mais dès fois ils me gênent », insiste-t-il avant de lancer subtilement « Comme je suis seul dans le village à faire la classe de troisième, à expliquer aux autres enfants si je peux aussi avoir un répéteur pour m'expliquer certains cours ce sera une bonne chose ».

Pour l'appropriation des bonnes pratiques et la responsabilisation des bénéficiaires en vue de la pérennisation des acquis du projet, selon le Chargé de suivi du projet AGAIB, M. Agbanté Gbati Jean, les membres du CVD et du comité de gestion sont formés sur leurs rôles et responsabilités, un comité de gestion des ouvrages d'eau est mis en place, un comité de villages est également créé et formé pour la protection et la gestion des infrastructures réalisés.

De façon générale, c'est avec satisfaction que le village accueille l'exécution de ces travaux qui seront bientôt remis aux autorités. Il espère que le maraichage, dernier volet du projet connaîtra aussi un grand succès.

ZOOM SUR LA DRÉPANOCYTOSE AU TOGO

Essenam KAGLAN

PRÈS DE 2000 ENFANTS NAISSENT CHAQUE ANNÉE AVEC LE GÈNE

La drépanocytose est la maladie génétique la plus fréquente dans le monde. Près de 2000 enfants porteurs de gène naissent chaque année au Togo et 3% de la population a sa forme sévère. Encore appelée anémie falciforme, elle se manifeste par une anémie, des crises douloureuses et un risque accru d'infections. Malgré les avancées de la médecine dans le traitement, les actions restent limitées au Togo et la maladie méconnue.

Dans son rapport de 2006, l'OMS estime que 500 millions d'individus sont porteurs du trait drépanocytaire et qu'environ 50 millions d'individus vivent avec la maladie. Chaque année, 300.000 enfants naissent avec la maladie dont les 2/3 en Afrique subsaharienne. Au Togo, la prévalence des porteurs du gène de la drépanocytose est estimée à 16% (hétérozygote et forme majeure).

Communément appelée 'Hématie', la drépanocytose est une maladie qui atteint l'hémoglobine. Ce pigment est à l'origine de la couleur rouge des globules. Le globule rouge du drépanocytaire acquiert d'autres propriétés. « Ce globule étant différent, on lui a donné le nom d'hémoglobine 'S'. L'hémoglobine normale étant la 'A'. Si tous les globules rouges portent le 'S' on dit qu'on est homozygote qui est la forme majeure de la maladie. Si c'est seulement une partie des hémoglobines qui sont 'S', alors on est 'AS' et la maladie n'est pas manifeste », explique le professeur titulaire de pédiatrie générale et spécialiste d'onco-hématologie (les maladies du sang), Adama Gbadoé.

Quatre des cinq épices de la maladie sont logés en Afrique (Benin, Cameroun, Sénégal et Bantou). Les nouvelles attributions des globules rouges font qu'ils ne vivent pas longtemps. En effet, la durée de vie normale d'un globule rouge est de quatre mois. Pour un drépanocytaire, elle est égale à un mois. De fait, la moelle osseuse fera des efforts pour compenser le déficit mais n'y parviendra pas. Un homme normal a environ 5 millions de globules rouges et le drépanocytaire n'en a qu'environ 3 millions.

UNE MALADIE HANDICAPANTE

La drépanocytose est une maladie invalidante : elle entraîne une anémie chronique qui engendre une fatigabilité et retentit sur les performances cognitives et les apprentissages scolaires. « Certains soirs, je me sens très fatiguée sans avoir fait grande chose dans la journée. J'ai passé la section des malades pour mes examens de BACI et BACII. Selon mon médecin, c'est normal car les drépanocytaires réagissent mal au

stress », raconte Rose, une jeune étudiante drépanocytaire en année de licence à l'université de Lomé. Le taux d'hémoglobine détermine la situation anémique ou pas. Le taux d'hémoglobine du sujet normal tourne au tour de 13-14 g/dl, celui du drépanocytaire ne dépassera pas 9g/dl.

drépanocytaires ressentent de la douleur. C'est pour cela qu'ils sont dispensés des activités sportives », explique le professeur Adama Gbadoé. Les drépanocytaires sont souvent affectés par un retard de croissance et une puberté plus tardive.

Les principaux symptômes de la



Une enfant drépanocytaire hospitalisée

La maladie provoque des crises douloureuses imprévisibles pour la plupart et qui conduisent les malades à l'hôpital pour des traitements. « Dans la semaine, ma fille a fait une crise au milieu de la nuit. On a dû l'amener d'urgence à l'hôpital pour recevoir des soins. Elle est restée trois jours hospitalisée suite à cela », témoigne Kossi, un père d'une petite fille drépanocytaire de 5 ans.

Suite à certaines mesures préventives, certains malades développent des difficultés d'insertion sociale: « je ne me baigne pas à la piscine, ne pratique aucune activité sportive avec mes amis et même à la maison, mes parents ont toujours fait très attention à ce que je fais où veulent me faire faire. On se sent des fois mis à l'écart », dixit Kodjo, un jeune comptable drépanocytaire. « Les douleurs osseuses apparaissent justes à certaines occasions. Quand le malade a la fièvre, froid ou a subi un changement de température (l'exemple type est le drépanocytaire qui se baigne dans une piscine). Dans toutes les circonstances où il y a un manque d'oxygène, les

drépanocytose sont : une pâleur due à une anémie chronique, des douleurs articulaires osseuses (ces douleurs peuvent survenir tous les jours). Si le malade n'est pas bien suivi, il a aussi quelques stigmates de la maladie sur son corps. Leurs bosses de la tête sont plus proéminentes, ils ont un visage plus élargi, un menton très allongé vers le devant, de grosses dents, des yeux à couleur un peu jaune, une grosse tête et des membres grêles, des urines colorées allant du jaune au rouge. Un morphotype qu'on ne doit plus voir aujourd'hui si les malades sont bien suivis. Dans le suivi, des efforts sont faits pour maintenir le taux d'hémoglobine à 8 g (taux de base).

UNE PRISE EN CHARGE NON CURATIVE

Face à la maladie, une seule solution

curative est la greffe osseuse. Malheureusement son coût reste très élevé (170 millions de FCFA) et l'opération ne se pratique que dans certains pays développés et dans quelques pays de l'Afrique du Nord. Au Togo, la prise en charge s'articule autour d'une prévention des complications et d'un suivi médical régulier. « Même s'il n'y a pas crise, le malade doit impérativement venir à l'hôpital chaque deux mois pour son suivi. Au cours du suivi on les examine pour voir leur taux d'hémoglobine. On essaye de mettre

antibiotiques et des transfusions.

Malheureusement, le coût du traitement n'est pas à la portée de toutes les bourses. « Vous avez des antibiotiques qui coûtent 10.000 F le flacon. Vous devez en utiliser 3 ou 4 par jour et les associer entre eux en cas de crise. Si vous associez 3 de chacun par jour, ça fait 60.000 F/jour. Sur dix jours, on a 600.000 F. Mais l'hospitalisation est exigée pour le traitement. De fait, les perfusions sont payées ainsi que la chambre. En dix jours vous déboursez facilement le million pour une infection sévère ». Ne disposant de moyens financiers conséquents, plusieurs malades se tournent vers la médecine traditionnelle et les cliniques amateurs. Ainsi, sur 2000 drépanocytaires fichés au CHU Sylvanus Olympio, seuls près de 500 patients continuent de se faire suivre bien que la consultation soit gratuite. Ce n'est que grâce à l'assurance maladie que plusieurs familles arrivent à s'en sortir avec les frais d'hôpital. « Ma fille nous fait au moins une crise par mois, les deux dernières nous ont coûté 150.000F CFA. Mais l'assurance a payé les 80% », indique Kossi, un parent.

Au Togo, on ne dispose que de deux unités de la maladie. Elles sont installées dans l'enceinte du CHU Sylvanus Olympio et de celui du Campus. Ainsi mis à part la ville de Lomé, les autres villes du pays n'ont aucune ressource humaine compétente pouvant assistance en cas de déclenchement d'une crise. La maladie est également sous diagnostiquée. « L'électrophorèse se retrouve que dans les grands hôpitaux. En d'autres mots, seuls les hôpitaux de grandes préfectures ont les outils nécessaires pour ce test », indique le professeur. « Quand j'étais au village, on n'utilisait que des herbes pour calmer mes crises », relate Rose, une jeune drépanocytaire.

Cependant, le pays dispose d'un programme de lutte contre la drépanocytose au ministère qui par manque de financement n'est pas encore de fonctionnement. De même, un centre de drépanocytose est en construction dans l'enceinte du CHU Campus.

Article 18 : Toute personne physique ou morale qui, par son action, pollue l'air, l'atmosphère et l'environnement est punie d'une amende de deux cent mille (200.000) à cinq millions (5.000.000) de francs CFA et d'une peine d'emprisonnement d'un (01) mois à deux (02) ans ou de l'une de ces deux peines seulement.

Code de la Santé Publique du Togo

SANTÉ :

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DE LA PLATEFORME DU SECTEUR PRIVÉ DE LA SANTÉ AU TOGO (PSPS-TG)

Portée sur les fonts baptismaux le 19 Décembre 2015, les acteurs de la plateforme du secteur privé de la santé au Togo étaient réunis le samedi 08 Avril dernier en assemblée générale ordinaire conformément à ses statuts à la chambre du commerce et d'industrie du Togo en présence du Dr Lucile Imboua, Représentante résidente de l'OMS au Togo et de madame le professeur Ahoéfa VOVOR représentant le Ministre de la santé et de la protection sociale.

« Nous étions les témoins de la naissance de la plateforme du secteur Privé de la Santé du Togo. Le Ministre de la santé et de la protection sociale et tout le département avaient très vite perçu à sa juste valeur, l'importance de cet événement, puisque tous les acteurs, qu'ils soient du privé ou du public, attendaient une telle structure, comme un maillon essentiel dans le dispositif technique et légal devant encadrer les réflexions en cours dans le pays, pour offrir des soins de qualité à nos populations. Aujourd'hui, nous sommes à cette assemblée générale ordinaire dont les résultats, nous en sommes convaincus, mettront la PSPS-Togo sur une nouvelle rampe pour réaliser des performances encore plus éloquentes ». C'est en ces mots que le représentant du Ministre de la santé et de la protection sociale déclarait ouverte l'Assemblée générale ordinaire de la plateforme.

Le président de la plateforme Dr Moise FIADJOE dans son adresse de bienvenue, a témoigné une immense gratitude à l'égard des autorités togolaises, le 1er ministre, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de la santé et de la protection sociale et surtout le ministre de l'Administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales qui de par ses actions a su

faciliter un certain nombre de démarches pour une reconnaissance nationale et internationale de la plateforme et une mention à la banque mondiale qui déjà au jour de naissance de la plateforme a envoyé une équipe comme des Roi mages, venus de loin, venus du septentrion pour assister à l'avènement et assurer le bébé de son soutien sans faille.

Décentralisation et des Collectivités Locales, précieux sésame pour se faire ouvrir les portes aussi bien au niveau national qu'international ; le prix de l'excellence de la facilitation décerné par l'Association Internationale des Facilitateurs (AIF) obtenu par la PSPS-Togo en partage avec son assistant technique ; la formation des membres à

et de la protection sociale, étape ultime dans leur volonté de donner une base formelle et légale à leur coopération multiforme. C'est aussi pour le ministère la confirmation de sa vision d'une politique de santé au Togo dans laquelle le secteur privé est un interlocuteur de premier plan pour la réalisation de la Couverture Universelle des soins de



Photo de famille des membres de la plateforme PSPS-Togo et les officiels

En effet durant quinze mois de vie la plateforme n'a pas chômé. A l'heure de ce premier bilan on pouvait noter à son actif entre autres la réception du récépissé de reconnaissance du Ministère de l'Administration Territoriale, de la

gestion des Associations loi 1901, mise en place pour garantir des organisations membres plus fortes et plus exigeantes des Responsables de la PSPS-Togo ; la signature d'un accord-cadre de coopération avec le ministère de la santé

santé de qualité.

En se référant au plan stratégique 2017-2021 de la plateforme adopté en mai 2016, on se rend compte de la densité des projets de coopération avec le ministère

de la santé en faveur de l'amélioration du cadre de vie. Au nombre de ces projets on peut noter, la contribution à la normalisation et à l'amélioration du cadre réglementaire au Togo ; le développement des projets communs pour l'amélioration de la qualité des soins ; la mise en œuvre de partenariat Public-Privé. Dans ce cadre particulier, la participation de la PSPS-Togo est déjà remarquable dans la mise en œuvre de plusieurs projets du ministère comme la gestion des déchets bio médicaux avec l'installation prochaine de six incinérateurs dont deux seront gérés par la PSPS-Togo ; la formation des acteurs du secteur Privé dans le but de l'utilisation du DHIS2 pour l'amélioration de la collecte d'informations sanitaires ; le projet régional de renforcement de surveillance des maladies REDISSE (regional disease surveillance system enhancement).

D'autres discussions sont en cours pour que la PSPS-Togo de concert avec les départements de ce ministère développent des stratégies communes pour contrôler les créations sauvages de structures de santé dans notre pays. Après l'adoption d'une résolution créant le statut d'observateur de la plateforme et la présentation des différents rapports suivis de l'adoption du plan d'action pour le prochain exercice, la séance a pris fin sur une note de satisfaction des membres et la remise des certificats aux participants à la formation à la gestion des associations loi 1901.

PÂQUES SUR UN AIR D'OPÉRA À SARAKAWA

Wilfried ADEGNIKA

Les amoureux de la musique classique et des chants grégoriens se sont donnés rendez-vous le dimanche dernier, jour de Pâques, à la salle Alédjo de l'hôtel Sarakawa pour un concert inédit, exécuté par l'envoûtant groupe ERATO, en collaboration avec l'école de musique la Belle Mélodie. Une prestation qui a toutes ses promesses. Pendant plus de deux heures, les solistes accompagnés par le talentueux pianiste Eric Gunn, ont subjugué le nombreux public qui a fait le déplacement. Tonnerre d'applaudissements saluant la fin de chaque prestation, déclinée en répertoire des chants de plusieurs compositeurs classiques comme F. LEHAR, W.A. MOZART, J.S. BACH, C. GOUNO etc... ont été parcourus.

Pour Edem TENGUE, DG de Maersk Line et parrain de l'événement, « le concert a permis de nous unir avec tous ces auteurs que nous avons écoutés ce soir et qui ont disparu depuis longtemps. Je crois que c'est un prolongement de leur vie et ça nous permet de féconder toutes les activités pour lesquelles nous nous donnons tant de peine tous les jours. ».

Selon Henry MONTRA, danseur chorégraphe qui s'est spécialement déplacé depuis l'Allemagne où il réside pour vivre cet événement, le premier du genre à Lomé, « nous sommes dans un monde de



Le groupe ERATO et la chorale de «La belle mélodie»

métissage. C'est cela qui enrichit le monde et promouvoir la culture passage la qualité de la prestation

de par les frontières. La danse classique, la musique classique, la danse contemporaine et la musique africaine se mélangent aujourd'hui. Il faudra vraiment valoriser cette relation et cette collaboration de discipline », a-t-il plaidé, louant au

offerte par les solistes et musiciens.

David Sitou COQUEREL, directeur général de l'école « La belle mélodie » qui a dirigé la chorale et a été honoré au cours de la soirée, a pour sa part souhaité « une promotion accrue de la musique classique en Afrique qui regorge beaucoup de talents » Rappelons que le groupe Erato porte le nom de la muse grecque de la poésie lyrique et regroupe des personnes de tout bord, des jeunes et des adultes désireux de promouvoir l'art lyrique et produire une musique classique de portée professionnelle. Il a pour activités principales l'étude de la musique en général et le perfectionnement de la voix en particulier. Pour parvenir à ses objectifs Erato organise des ateliers de formation et des concerts de chants classiques et variétés. Le groupe sert également de tremplin aux jeunes talents de la musique classique.

LA GAZETTE DES RIMES

Cette rubrique est une illustre inconnue chez Opus. Elle est nouvelle et porteuse d'une promesse. Promesse de lumière... Elle se projette sur nos valeurs et ceux qui la portent ; sur les espoirs qui décuplent nos forces

et sur ceux qui y croient encore. C'est bien volontiers que j'apporterai ma contribution à ce chantier à deux départements. L'un est dédié à la littérature et la poésie en particulier. Osons l'appeler La Gazette des rimes ; l'autre est consacré à

l'art (céramique, peinture et sculpture) que je dénomme La Trame arc-en-ciel.

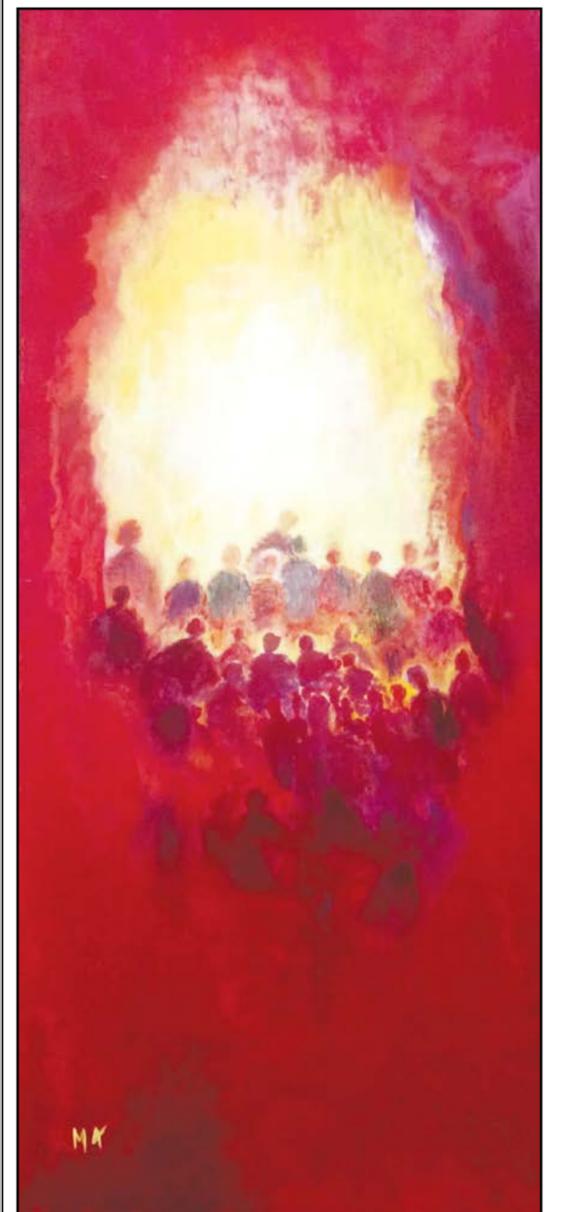
L'objectif est de rendre plus visibles et plus accessibles les talents et les messages qu'ils portent. Quand les feuilles

portent le message de la racine, il y a lieu de songer à la culture.

Et la culture c'est ce qui nous tient, nous singularise et nous rassemble à la fois. C'est aussi notre poche de résistance! Alors, parlons-nous!

☉ Max Dotsé AMEGEE

LA TRAME ARC-EN-CIEL



L'HORIZON, Max AMEGEE, Paris 2016
Acrylique / huile à l'eau
120 cm X 60 cm Contreplaqué
Technique : mixte
(TOUS DROITS RÉSERVÉS)

SOWETO

Vatican que m'as-tu laissé?
Des cicatrices endolories
La cravache de la rédemption
Ou l'évangile de la résignation ;
L'instinct léthal du braconnier
Un soleil froid, des jours
sombres
Ou la bouche de vérité en pierre
sans un mot
Des nuits blanches...

Que m'as-tu laissé ?

Tous les jours que ce Dieu-là
fait
Dans les sentiers battus de tes
promesses
Mes pensées ont les mains
baladeuses
Elles se touchent ; elles
cherchent
Dans l'éclat de ta soutane
Le brin d'espoir pour cette
humanité déferlante
Qui crache du feu, souffle la
haine et le mépris

Que m'as-tu laissé ?

J'ai vu l'ombre du loup polaire
endormi pas mort
Croquer la lune dans son

propre firmament
Rayer de ses crocs maculés
d'agonies
les vinyles rouge jaune vert de
la Jamaïque
Souiller les vagues fraîches
pour Zimbabwe
Et nos morts?

L'apôtre mort de Ouagadougou
Thomas, l'autre Jésus,
réclame encore les plaies du
bateau ivre du Nil
Pilate ! Pilate ! Pilate !
Derrière les coups de pilon
j'entends la voix de Garvey
Comme un bruit de chêne
Que tremblent les mange-
misères
qui prêchent du vent !
Voici que le tigre proclame sa
tigritude : Mort aux brebis
Pour le rocher du héros
j'irai en Martinique une rose
bleue au bout des doigts
et j'y retournerai
Regardez le nègre bondir sur
sa négritude en plein jour. Il
n'est pas seul
Ils ont un tableau de chasse
Regardez-les chanter l'idéal et

danser le pire. Ils sont seuls
A faire le pitre
Sur la stèle de Mandela ils
pissent déjà
Sur notre terre ils ont brûlé en
plein jour pour une chèvre
le vieux nègre sans médaille
Onction tragique
ou baisers fratricides ?

Là-bas sur le sable mouvant
meurt l'excisée infidèle du
polygame en évasion
à coup de pierre
Là-bas, la justice sans abri court
dans la rue
folle d'impunité
La cruauté narcissique tient
une caméra
Elle fonce tête baissée vers
Whatsaap...

Et pourtant
Les yeux vides de l'enfant-
soldat
chantent votre indifférence
Comme la saison dernière
demain inquiète
Aujourd'hui sous nos yeux déjà
rouges
l'apartheid a changé de couleur
Les noirs exécutent leurs frères

condamnés à mort
pour seul crime d'être Africains
en Afrique
À Kivu, à Korhogo, à Kigali... la
tribu a assassiné la fraternité
Le noir a tort d'être d'un village
plutôt que d'un autre

L'ethnie a perdu la tête !
Le noir a tort d'être Haïtien dans
les îles crépues
Il a tort d'être cette diaspora qui
ose le cahier d'un retour
Il a tort partout, matin-midi-soir,
d'être ce noir-ci et pas l'autre
Le noir se meurt d'être individu
partout
et nulle part un peuple
Il n'ose plus se regarder dans les
yeux ni dans la glace. Il brise tout
Il prend tout son temps pour être
son propre ennemi

Ô ma pauvre Afrique
Victorieuse et au bord des
abîmes !

Max Dotsé AMEGEE,
Paris, le 17.04.17
(TOUS DROITS RESERVES)

LE « SLAM » AURA SA JOURNÉE INTERNATIONALE : 29 AVRIL

☉ Wifried ADEGNKA

L'Institut français du Togo servira de cadre pour la première journée internationale du slam à Lomé le 29 avril prochain.

Initiative de l'association « Slam Is Love » portée par le slameur togolais Momo Kankua et de plusieurs autres associations de slameurs de part le monde, cette journée placée sous le thème « Bilan et perspectif du slam », sera une célébration du slam, une journée de reconnaissance du slam en tant qu'art comme tous les autres arts. Ce serait pour les organisateurs : « une occasion de faire un bilan du parcours et surtout de préparer l'avenir et les opportunités à venir. » Pour Momo Kankua, « La journée internationale du slam est pour fêter notre art, lui permettre d'évoluer. Cette journée nous permettra de réfléchir sur notre secteur et définir des perspectives d'évolution de notre art. Comme la plupart des journées internationales,



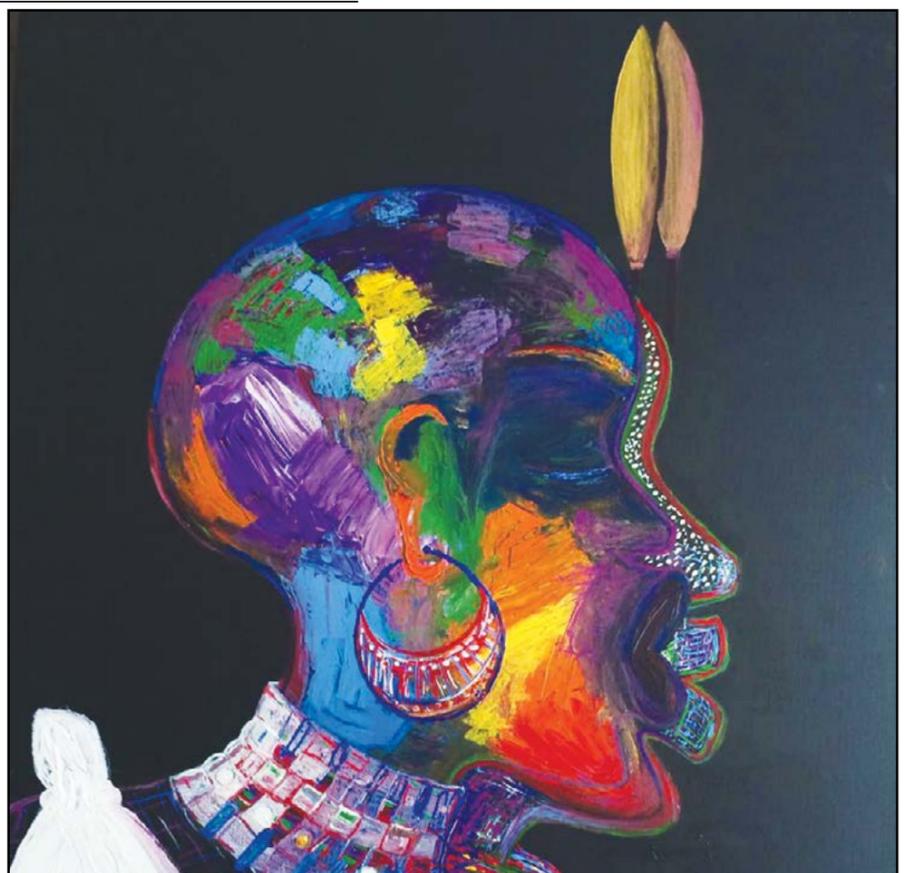
nous voulons par ce jour créer un cadre de discussion et de fête du slam qui grandit et devient l'art par excellence des peuples peu importe le statut social ». Cette journée se veut donc de réunir les slameurs pour réfléchir sur leur art et son devenir afin de créer des conditions de collaboration entre eux et les autres disciplines artistiques. Et aussi de leur permettre d'échanger avec leur public.

Au total sept (7) pays à savoir le Bénin, le Cameroun, le Gabon, le Niger, la RDC, le Tchad et le Togo célébreront selon leur programme cette journée

internationale du slam. Pour ce qui est du Togo il y aura des échanges professionnels, la présentation du répertoire du Slam togolais suivie de la signature du Livre d'Or et pour terminer un concert Slam.

Les promoteurs espèrent donc par cette journée réunir les slameurs pour réfléchir sur leur art et son devenir afin de créer des conditions de collaboration entre eux et les autres disciplines artistiques. Et aussi de leur permettre d'échanger avec leur public. Mais surtout : « Nous voulons aussi que dans les années à venir plusieurs pays fêtent le slam à cette date, même chaque slameur peut de lui-même organiser à cette date une action pour faire évoluer le mouvement » soutient Momo Kankua.

Rendez-vous donc ce 29 avril 2017 à Lomé pour célébrer cette nouvelle forme d'art oratoire, un mélange de la poésie et de la musique, qui est en pleine expansion qu'est le « Slam ».



LE SERMENT DE COULEUR, Max AMEGEE, Paris 2014
Acrylique, 100 cm X 100 cm toile lin, Technique : mixte
(TOUS DROITS RÉSERVÉS)

Enfin pour vous...



SAHAM

Assurance Vie | Togo



CARI



MIXTE



**L'ASSURANCE
VIE
EMPRUNTEUR**



**PREVOYANCE
DECES
ENTREPRISE**



**TEMPORAIRE
DECES**



EDUC' PLUS



**LES INDEMNITES
DE FIN DE
CARRIERE (IFC)**



**LA RETRAITE
COMPLEMENTAIRE
COLLECTIVE**

Souscrivez auprès de toutes nos agences

www.sahamassurance.tg